



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-quinzième session
Rome, 22-23 avril 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

POUR LE

**PROGRAMME D'AUTONOMISATION ET DE PROMOTION DES MOYENS DE
SUBSISTANCE DES POPULATIONS TRIBALES DE L'ORISSA**

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| TAUX DE CHANGE | iii |
| POIDS ET MESURES | iii |
| SIGLES ET ACRONYMES | iii |
| CARTES DE LA ZONE DU PROJET | iv |
| RÉSUMÉ DU PRÊT | vi |
| NOTE DE PRÉSENTATION | vii |
| PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA | 1 |
| A. L'économie et le secteur agricole | 1 |
| B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA | 2 |
| C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde | 2 |
| DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME | 4 |
| A. Zone du programme et groupe cible | 4 |
| B. Objectifs et stratégie | 5 |
| C. Composantes | 5 |
| D. Coûts et financement | 7 |
| E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes | 10 |
| F. Organisation et gestion, suivi et évaluation | 10 |
| G. Justification économique | 12 |
| H. Risques | 12 |
| I. Impact sur l'environnement | 13 |
| J. Aspects novateurs et liens avec le Cadre stratégique du FIDA | 13 |
| TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ | 13 |
| QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION | 14 |
| ANNEXE | |
| RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ | 15 |



APPENDICES

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS) | 1 |
| II. PREVIOUS IFAD FINANCING (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA) | 2 |
| III. SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROGRAMME (DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME) | 3 |
| IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE) | 6 |
| V. MAJOR POLICY ISSUES AND TIMETABLE FOR ACTION (QUESTIONS POLITIQUES IMPORTANTES ET CALENDRIER D'ACTION) | 10 |
| VI. TRIGGERS FOR FURTHER RELEASE OF FUNDS UNDER IFAD'S FLEXIBLE LENDING MECHANISM (FLM) (DÉBLOCAGE DE FONDS SUPPLÉMENTAIRES AU TITRE DU MÉCANISME FLEXIBLE DE FINANCEMENT (MFF) DU FIDA) | 12 |
| VII. COORDINATION, MANAGEMENT AND MONITORING AND EVALUATION (COORDINATION, GESTION ET SUIVI ET ÉVALUATION) | 13 |



TAUX DE CHANGE

| | | |
|-----------------|---|-----------------------|
| Unité monétaire | = | Roupie indienne (INR) |
| 1,00 USD | = | 47,0 INR |
| 1,00 INR | = | 0,021 USD |

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

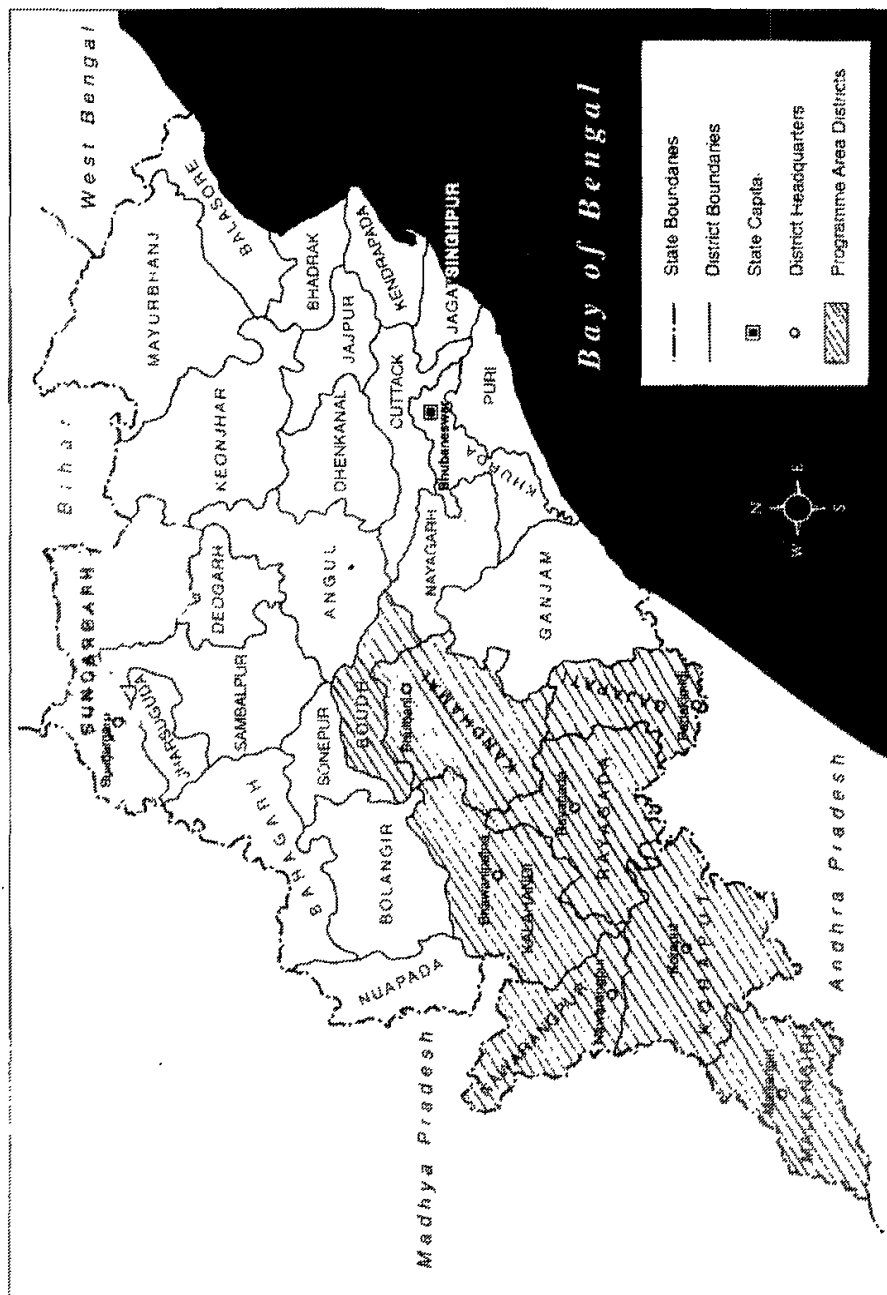
| | |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| APD | Aide publique au développement |
| DFID | Département du développement international (Royaume-Uni) |
| ITDA | Integrated Tribal Development Agency (Agence de développement tribal intégré) |
| KBK | Programme spécial pour la zone de Koraput, Bolangir et Kalahandi |
| MFF | Mécanisme flexible de financement |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PRI | <i>Panchayat Raj</i> Institution (autorité autonome locale) |
| RNB | Revenu national brut |
| S&E | Suivi et évaluation |
| ST/SCDD | Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development Department (Département du développement des tribus et des castes énumérées) |
| USP | Unité de soutien du programme |

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars

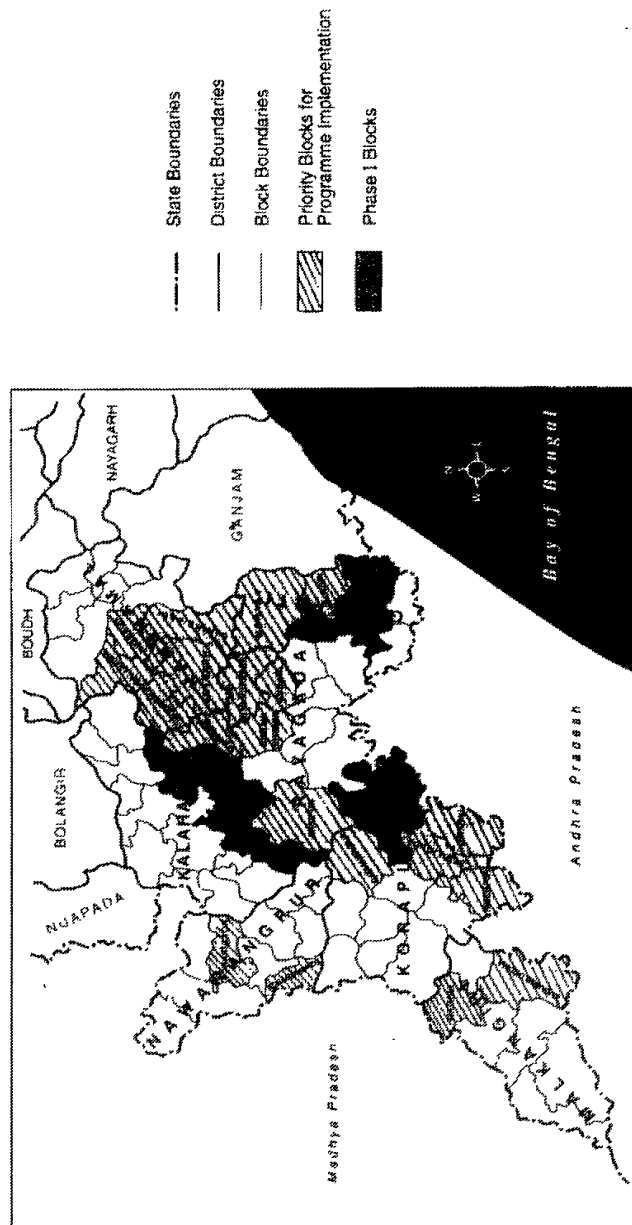
INDIA
ORISSA TRIBAL EMPOWERMENT AND LIVELIHOODS PROGRAMME
Map 1: Programme Area Districts in Orissa



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

INDIA
ORISSA TRIBAL EMPOWERMENT AND LIVELIHOODS PROGRAMME
Map 2: Location of Priority Blocks



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

PROGRAMME D'AUTONOMISATION ET DE PROMOTION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS TRIBALES DE L'ORISSA

RÉSUMÉ DU PRÊT

| | |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| INSTITUTION INITIATRICE: | FIDA |
| EMPRUNTEUR: | République de l'Inde |
| ORGANISME D'EXÉCUTION: | Ministère des affaires tribales et Département du développement des tribus et des castes énumérées (ST/SCDD), Gouvernement de l'Orissa |
| COÛT TOTAL DU PROGRAMME: | 91,2 millions de USD |
| MONTANT DU PRÊT DU FIDA: | 16,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions de USD) |
| CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA: | 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an |
| COFINANCEURS: | Département du développement international (DFID) (Royaume-Uni) Programme alimentaire mondial (PAM) |
| MONTANT DU COFINANCEMENT: | DFID: 40,0 millions de USD PAM: 12,3 millions de USD |
| CONDITIONS DU COFINANCEMENT: | DFID: Don PAM: Don |
| CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR: | Gouvernement de l'Orissa: 9,6 millions de USD |
| CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES: | 8,9 millions de USD |
| CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES STRUCTURÉES: | 376 000 USD |
| INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE: | FIDA |
| INSTITUTION COOPÉRANTE: | Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) |



NOTE DE PRÉSENTATION

Le groupe cible et l'état de la pauvreté. Le programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales dans l'Orissa couvre 30 blocs dans huit districts de la partie occidentale de l'Orissa, l'une des régions les plus pauvres et les plus misérables de l'Inde. Les trois quarts de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté et l'État compte au total 1,4 million de ruraux représentant plus de 390 000 ménages. Dans ce groupe, le programme viendra directement en aide à environ 338 000 personnes appartenant à 75 000 ménages installés dans plus de 1 000 villages. Les divers groupes tribaux représentent 61% de la population totale et les castes énumérées 12%. Étant donné que les populations tribales constituent le groupe social le plus défavorisé et que le Gouvernement de l'Inde accorde une priorité très élevée à leur promotion, le choix de ce groupe cible par le programme est tout à fait justifié.

Comme la pauvreté est généralisée dans la région, le programme adoptera une "approche inclusive" en ciblant tous les ménages vivant dans les villages ou hameaux participants. Pour être choisi, un bassin versant devra avoir une population comprenant au moins 60% de membres des tribus et des castes énumérées. Dans ce cadre, le programme accordera une place particulière aux groupes marginalisés, à savoir les femmes, les enfants et les jeunes au chômage ou sous-employés, les groupes tribaux primitifs, les cultivateurs de terre d'altitude, les paysans sans terre et les agriculteurs marginaux et les membres des castes énumérées.

Activités du programme bénéficiant au groupe cible. Le programme s'attachera à améliorer durablement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages tribaux pauvres en favorisant une exploitation plus rationnelle, équitable, autogérée et viable des ressources naturelles. À cette fin, les capacités des groupes marginaux (individus et institutions de base) seront renforcées de façon à ce qu'ils soient mieux en mesure de planifier, mettre en œuvre et gérer leur propre développement et de négocier des droits plus avantageux. Le programme veillera particulièrement à renforcer l'accès des populations tribales pauvres à la terre, à l'eau et aux ressources forestières, aux services financiers et aux marchés, et il favorisera également le développement des entreprises hors exploitation. En outre, il se propose de consolider les capacités institutionnelles des organisations gouvernementales, des entités autonomes locales et des organisations non gouvernementales (ONG), et de fonder ses interventions sur les connaissances et les valeurs autochtones en y intégrant des innovations technologiques. Le programme prévoit particulièrement des mesures visant spécifiquement à encourager la mise en place de politiques favorables aux populations tribales.

Pour venir en aide aux groupes hétérogènes de pauvres, le programme offrira toute une gamme d'options adaptées à toutes les catégories, des plus pauvres aux relativement moins démunis: emplois salariés, services de microfinancement et investissements à court et moyen terme dans l'agriculture et les activités connexes. Il appuiera diverses activités liées au renforcement des capacités pour promouvoir l'autonomisation et l'amélioration des moyens de subsistance, l'analyse et l'application de mesures appropriées, la gestion du programme et la manutention de vivres. La mise en place d'un fonds souple destiné à créer des infrastructures collectives répondant aux besoins des populations est également prévue.

Participation des bénéficiaires. Pour réaliser les objectifs du programme, il sera adopté une démarche souple, non normative et axée sur les processus afin de permettre aux premiers intéressés de définir eux-mêmes le champ des activités du programme, leur calendrier, leur rythme et leur ordre chronologique. La conception du programme sera donc révisée, ajustée et améliorée à la lumière des enseignements tirés de l'expérience. Un système de planification participative et d'évaluation permanente facilitera ce processus. En outre, les communautés mettront en place des comités de développement de village ainsi que des sous-comités et des groupements d'utilisateurs appropriés pour mettre en œuvre et gérer les activités.



Du fait qu'il vise à amener les pauvres à l'autonomie à la fois en développant les institutions de base, en encourageant des changements dans les politiques et en renforçant l'accès des pauvres aux ressources naturelles, aux technologies, aux services financiers et aux marchés, ce programme s'inscrit dans le droit fil des grands axes stratégiques du FIDA.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE
POUR LE
PROGRAMME D'AUTONOMISATION ET DE PROMOTION DES MOYENS DE
SUBSISTANCE DES POPULATIONS TRIBALES DE L'ORISSA

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Inde d'un montant de 16,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Avec une superficie de 3,39 millions de km² et plus d'un milliard d'habitants, l'Inde est un grand pays très peuplé et extraordinairement divers. Environ 75% des habitants vivent en milieu rural, tirant essentiellement leur maigre subsistance de l'agriculture. Bien que la fertilité ait diminué de moitié, la croissance démographique (1,94% environ par an) reste élevée. Depuis son accession à l'indépendance il y a plus d'un demi-siècle, l'Inde a fait des progrès sociaux et économiques considérables, mais une grande partie de sa population est encore analphabète, peu instruite, et sous-alimentée et n'a pas suffisamment accès aux infrastructures sociales, aux avoirs productifs et à l'emploi. Entre 1951 et 1980, le revenu national brut (RNB) a augmenté de 3,6% et le revenu par habitant de 1,2% par an. Dans les années 90, la croissance a été plus soutenue, variant de 5,3 à 7,2%. Cependant, la croissance économique varie selon les régions et les disparités nationales vont s'aggravant. Le RNB par habitant est d'environ 450 USD et l'Inde est classée 128^e sur 174 pays du point de vue de l'indice du développement humain.

2. En dépit de la mutation structurelle de l'économie, l'agriculture reste le principal moyen de subsistance des pauvres puisqu'elle fait vivre plus de 70% de la main-d'œuvre rurale. C'est pour cette raison que l'Inde a constamment attribué une forte priorité au développement agricole. De ce fait, la production de céréales vivrières a approximativement quadruplé et celle de lait s'est multipliée par 4,6 depuis cinquante ans. Pourtant, de manière générale, l'investissement dans l'agriculture et la productivité agricole sont en baisse. Les exploitations, déjà modestes, deviennent de plus en plus petites. Une grande partie des terres cultivables ne sont pas irriguées; et dans les régions d'altitude, la qualité des terres se dégrade. Pour ce qui est de la pauvreté, le pourcentage de pauvres a reculé (lentement) dans tout le pays pendant les 20 dernières années, mais le nombre absolu de pauvres a augmenté: il est aujourd'hui estimé à environ 260 millions de personnes, dont plus de 193 millions

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



vivent en milieu rural. Si l'on utilise comme base de calcul la norme internationale de 1 USD par jour, l'incidence de la pauvreté atteint 44% et le nombre de pauvres grossit considérablement. De manière générale, la pauvreté reste grave et les résultats obtenus en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance économique varient énormément d'un État à l'autre. L'accentuation des inégalités régionales constitue donc un sujet de préoccupation.

B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA

3. Le FIDA a financé 16 projets en Inde depuis 1979 pour un montant atteignant 381 millions de USD. Les cinq premiers projets appuyaient le développement de l'irrigation à grande échelle, mais après 1987, le FIDA a adopté une nouvelle stratégie axée sur les besoins des groupes les plus vulnérables. L'expérience acquise au fil des projets a démontré que, au-delà du développement économique, la question de l'autonomisation (par le biais d'une coalition) des pauvres revêt une importance cruciale. De façon générale, les femmes ont manifesté une volonté et une capacité remarquables de prendre en main la gestion du développement. De même, le manque d'accès aux ressources financières constitue un handicap grave pour le développement des pauvres. On a en outre constaté que la participation et l'autonomisation réelles et durables des communautés requièrent une formation poussée des communautés elles-mêmes et des médiateurs. De même, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies d'autonomie dès le début et il est important d'écouter les gens, de prendre dûment en compte les connaissances des autochtones et d'adapter les techniques traditionnelles. Enfin, l'expérience a montré qu'il est possible de négocier localement les changements facilitant l'accès des pauvres aux ressources et que les ONG partenaires doivent être sélectionnées avec le plus grand soin.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde

4. **Politique de l'Inde en matière d'éradication de la pauvreté.** La réduction de la pauvreté est restée la priorité des gouvernements qui se sont succédés en Inde et ont consacré de fortes sommes aux programmes anti-pauvreté: ainsi, 5,5% des dépenses budgétaires totales du plan central ont été consacrées, en 1990/91 aux programmes de lutte contre la pauvreté rurale, proportion qui a été portée à 8% en 1993/94 et est restée inchangée jusqu'en 1997/98. Les ouvertures de crédit et les dépenses effectives ont ensuite baissé, atteignant environ 6,5% du total en 1999-2000. Malheureusement, les résultats n'ont pas été à la hauteur des dépenses, en raison surtout du mauvais ciblage. En conséquence, le gouvernement a réaménagé ses programmes anti-pauvreté et privilégie désormais la distribution de l'aide par l'intermédiaire de groupes d'autoassistance locaux. Il envisage également de laisser les collectivités locales jouer un plus grand rôle dans l'exécution, la sélection des bénéficiaires et le suivi. Il reconnaît par ailleurs le rôle critique joué par les ONG.

5. **Activités des autres grands bailleurs de fonds en matière d'éradication de la pauvreté.** Représentant 18% environ du budget du développement, l'aide publique au développement (APD) est relativement moins importante en Inde qu'ailleurs. Cependant, compte tenu de sa contribution exceptionnellement élevée aux investissements dans le secteur social et de ses apports novateurs, l'APD sert de catalyseur du développement. Les annonces brutes d'aide par les participants bilatéraux et multilatéraux ont atteint environ 4,1 milliards de USD par an depuis 1992/93, et leur utilisation est de quelque 3,4 milliards de USD en moyenne. Le groupe de la Banque mondiale est le plus gros fournisseur d'aide et ces dernières années il a orienté ses interventions vers le secteur social, en particulier l'éducation et la santé. L'agriculture bénéficie encore d'une large part de l'aide et les programmes anti-pauvreté se sont renforcés. Dans l'ensemble, les donateurs ont mis l'accent sur la gestion des ressources naturelles suivant une approche d'aménagement des bassins versants, tout en renforçant les moyens d'action des femmes et des populations tribales.



6. **Stratégie du FIDA en Inde.** Les systèmes politiques et sociaux relativement ouverts de l'Inde, la protection des minorités et des groupes défavorisés garantie par la Constitution et le grand nombre d'ONG et d'autres partenaires de la société civile qu'on y trouve ont créé dans ce pays un contexte propice à la participation des bénéficiaires, au développement d'institutions locales et, en fin de compte, à l'autonomisation des ruraux pauvres. En outre, la société indienne est stratifiée, ce qui offre au FIDA la possibilité de définir un créneau stratégique. La stratégie de prêt du Fonds est donc fondée sur des investissements dans des créneaux qui, s'ils donnent de bons résultats, peuvent être reproduits à plus grande échelle par le gouvernement, les grandes institutions de financement internationales et les organismes bilatéraux.

7. En conséquence, les principales orientations stratégiques du FIDA sont les suivantes: i) accroître la participation populaire aux initiatives de lutte contre la pauvreté; ii) renforcer les pouvoirs d'action des pauvres et des catégories défavorisées de la société en tirant parti de l'autonomie croissante des autorités locales, en particulier de la dévolution des pouvoirs au *gram sabha* (assemblée villageoise); iii) consolider les institutions de base qui donnent aux groupes marginalisés les moyens d'agir et les intègrent dans les institutions locales d'autogestion; iv) améliorer l'aptitude des pauvres à utiliser des ressources telles que l'eau et la terre (y compris les forêts et les ressources collectives) et leur fournir les services appropriés à cet effet (formation, recherche, commercialisation); v) améliorer l'accès des pauvres aux services financiers par le biais d'un appui aux initiatives de microfinancement; et vi) promouvoir les entreprises non agricoles susceptibles de fournir aux pauvres des revenus appréciables et durables.

8. **Raison d'être du programme.** Dans l'ensemble du pays et dans l'État de l'Orissa même, les communautés tribales enregistrent toujours une incidence et une intensité de pauvreté supérieures à celles des autres groupes de population. Le déboisement, la dégradation des terres et l'accroissement démographique ont accentué la vulnérabilité de ces populations, tandis que leur endettement croissant les enferme dans un cercle vicieux d'exploitation et d'aliénation. Dans ces conditions, les mécanismes traditionnels de gestion et d'utilisation durables des ressources et de protection des droits des individus se sont affaiblis ou même ont disparu. Malgré la protection théorique prévue par la Constitution, la plupart des populations tribales ne jouissent pas de la sécurité d'utilisation des terres et des ressources forestières qu'elles exploitent depuis des générations. Plus de la moitié de leurs terres sont passées aux mains de populations non tribales, en raison principalement de leur endettement. Les multiples programmes lancés par les pouvoirs publics n'ont pas réussi à renverser la tendance. Tous ces facteurs ont abouti à l'aliénation, la déception et le mécontentement des populations tribales et parfois à des troubles sociaux. Le développement plus judicieux des zones tribales apparaît de plus en plus comme le meilleur moyen de résoudre ces problèmes.

9. Dans ce contexte, le développement des populations tribales doit reposer sur une approche nouvelle qui place ces populations au cœur même de la planification et de la mise en œuvre de leur développement. Cette approche a pour éléments essentiels une véritable participation, une mise en œuvre souple et un programme conçu comme un instrument d'apprentissage et non pas un plan fixé à l'avance. Si ces éléments sont incorporés dans un programme de développement des populations tribales, l'État de l'Orissa offre des perspectives prometteuses. Les fortes valeurs traditionnelles de communauté et de solidarité constituent de bonnes bases pour promouvoir un développement équitable. Le gouvernement s'est montré disposé à mettre en place un environnement politique propice en s'attaquant aux problèmes agraires, en favorisant la participation des communautés et en reconnaissant le rôle que peuvent jouer les ONG. L'expansion du réseau d'auto-assistance est particulièrement encourageante. Les sols et les précipitations sont assez favorables pour accroître la productivité des cultures et la superficie irrigable peut être agrandie grâce à des techniques simples de récolte de l'eau.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

10. L'Orissa est classé à l'avant-dernière place parmi les États de l'Inde du point de vue de la pauvreté et l'incidence de la pauvreté rurale y est très élevée. La pauvreté est particulièrement grave dans les zones à forte population tribale, notamment dans le sud-ouest où elle est estimée à 74% (1993/94) de la population totale. En dépit des progrès réels accomplis, la plupart des indicateurs de pauvreté restent plus mauvais que dans les pays les plus défavorisés d'Afrique subsaharienne. Le principal facteur de vulnérabilité à la pauvreté est l'accès à la terre. En moyenne, l'agriculture fournit aux ménages de quoi se nourrir suffisamment pendant six mois au maximum en année normale, en raison principalement de la faible productivité des terres agricoles, de la taille relativement petite des exploitations (75% des exploitations ont moins de 2 ha et 50% moins de 1 ha) et du recours très limité à l'irrigation (moins de 10% de la superficie ensemencée nette). La production nette totale de céréales vivrières de l'Orissa a baissé brutalement, tombant de 228 kg par habitant en 1991/92 à 137 kg en 1998/99.

11. À la suite de la dégradation des forêts, la cueillette de produits alimentaires qui aidait autrefois les ménages à faire la soudure jusqu'à la prochaine récolte est devenue tout à fait insuffisante dans de nombreux endroits de sorte que les gens passent progressivement à d'autres sources de revenus comme le travail salarié. Toutefois, les revenus ne sont pas suffisants pour acheter de la nourriture de sorte que les ménages des populations tribales s'endettent de plus en plus. Ces populations n'ont qu'un accès très limité à certains dispositifs de sécurité et à l'aide alimentaire. Environ 70% des enfants de la zone visée par le programme souffrent de malnutrition à un degré plus ou moins grave. Les populations tribales représentent 22% des habitants mais 50% des personnes déplacées dans l'Orissa.

12. La zone du programme se compose de 30 blocs situés dans huit districts et a une population rurale totale de 1,4 million de personnes appartenant à plus de 390 000 ménages. La population compte environ 61% de membres des tribus et 12% de membres des castes énumérées. Dans ces conditions, le programme suivra une "approche globale" en visant tous les ménages qui vivent dans les villages et les hameaux participants des microbassins versants sélectionnés. Pour être choisi, un bassin versant devra avoir une population comprenant au moins 60% de membres des tribus et des castes énumérées. Dans ce cadre, le programme visera à mettre en place des mécanismes faisant une place particulière aux groupes marginalisés, à savoir les femmes, les enfants et les jeunes au chômage ou sous-employés, les groupes tribaux primitifs, les cultivateurs de terres d'altitude, les paysans sans terre, les agriculteurs marginaux et les membres des castes énumérées. Pour atteindre cet objectif, on aura notamment recours à de vastes évaluations rurales participatives pour établir des cartes de la pauvreté, à l'identification d'activités ciblées automatiquement et à des programmes intensifs de sensibilisation.

13. Une large gamme d'interventions et d'instruments permettront de mettre en œuvre l'approche globale en offrant un grand choix d'options pour toutes les catégories, des plus pauvres aux relativement plus aisés: emplois salariés, microcrédit et investissements dans l'agriculture et les activités connexes. En outre, toutes les femmes participantes bénéficieront de l'égalité des salaires. Les relations entre les sexes sont généralement plus équitables dans les communautés tribales que dans les autres mais l'inégalité règne dans deux domaines capitaux: l'accès aux droits de propriété et la participation aux décisions publiques au niveau des communautés. Une double démarche sera adoptée pour assurer la participation active des femmes: i) fourniture d'un appui ciblé aux activités féminines, en particulier grâce à la constitution de groupes d'auto-assistance d'épargne et de crédit; et ii) la promotion de l'intégration complète des femmes dans les activités générales de la société.

B. Objectifs et stratégie

14. Le programme aura pour objet d'améliorer de façon durable les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages tribaux pauvres en favorisant l'exploitation plus rationnelle, équitable, autogérée et durable des ressources naturelles dont ils disposent et en créant des entreprises extérieures à l'exploitation/non agricoles².

15. À cette fin, le programme entreprendra les activités ci-après: i) renforcer la capacité des groupes marginaux (paysans sans terre et agriculteurs marginaux, femmes) en travaillant soit avec les individus, soit avec les institutions de base de façon que ces groupes soient mieux en mesure de planifier, mettre en œuvre et gérer leur propre développement et d'obtenir de meilleurs droits par voie de négociation; ii) améliorer l'accès des populations tribales pauvres à la terre, à l'eau et aux forêts et accroître la productivité de ces ressources suivant des méthodes écologiquement durables et socialement équitables; iii) encourager et favoriser le développement d'entreprises hors exploitation axées sur les besoins des ménages tribaux pauvres; iv) surveiller les droits aux vivres de base des ménages ruraux et assurer leur accès aux distributions alimentaires publiques; v) renforcer les capacités institutionnelles des organisations gouvernementales, des *panchayat raj* (PRI: autorités autonomes locales), des ONG, etc.; vi) tirer profit des connaissances et des valeurs autochtones et les associer aux innovations technologiques pour accélérer le développement; et vii) encourager la mise en place de politiques favorables aux populations tribales.

C. Composantes

16. Pour atteindre les objectifs énoncés, le programme adoptera une démarche souple et non autoritaire axée sur les processus qui permettra aux intéressés de définir le champ des activités du programme, leur calendrier, leur rythme et leur succession. Par conséquent, le nombre et le type des investissements décrits brièvement ci-après n'ont qu'une valeur indicative³.

17. **Renforcement des capacités à des fins d'autonomisation.** Les principaux objectifs de cette composante consistent à: i) créer des mécanismes efficaces pour favoriser la prise de décisions réelles au niveau des communautés; ii) renforcer les aptitudes des communautés et des groupes d'intérêts communs à lancer et gérer leur propre développement et même à aider d'autres communautés à en faire autant; et iii) renforcer les capacités des institutions de soutien, gouvernementales ou non, chargées d'aider les communautés à se développer.

18. **Amélioration des moyens de subsistance.** Cette composante comportera les éléments suivants: i) gestion des terres et des eaux; ii) gestion participative des forêts; iii) renforcement des systèmes de production; et iv) infrastructures collectives. Le programme créera un fonds de gestion des terres et des eaux qui financera des ouvrages de mise en valeur des bassins versants sélectionnés par les communautés avec les conseils d'experts techniques. Il adoptera une approche globale en matière de mise en valeur des microbassins versants et des ingénieurs et des experts en agronomie devront travailler avec la communauté intéressée dès le début. De même, il constituera un fonds souple de gestion participative des forêts destiné à financer la régénération naturelle ou artificielle des produits forestiers non ligneux et d'autres essences sélectionnées par les communautés. En outre, il financera les frais de création et de formation de comités de gestion participative des forêts, l'établissement de microplans, la démarcation des zones, la création de pépinières, les recherches et les études pratiques, la régénération des produits forestiers non ligneux et l'appui à leur commercialisation et à leur traitement.

² Voir l'appendice IV.

³ Voir l'appendice III pour de plus amples informations.



19. Le développement agricole/horticole sera favorisé au moyen de formation et de démonstrations de pratiques culturelles améliorées, l'adoption de variétés améliorées, le changement des successions et des assolements de cultures et le passage de la culture itinérante (*podu*) à la culture sédentaire sur la base de cultures arbustives et de cultures annuelles. Le programme prévoit également la sélection et la formation de volontaires agricoles dans les villages, la recherche adaptative à l'exploitation, l'apport de valeur ajoutée à l'agriculture grâce aux services de commercialisation et de soutien, l'assistance technique locale et le renforcement de la mobilité. Les activités de développement de l'élevage et de l'agriculture du programme comporteront la formation des agents de liaison pour l'élevage aux vaccinations et aux diagnostics et traitements simples, l'amélioration de la chaîne de froid existante et la création d'un fonds pour les médicaments vétérinaires. Les activités porteront principalement sur le petit bétail – volailles, porcins et caprins – et la pisciculture.

20. Afin d'améliorer les services financiers ruraux, le programme appuiera la promotion et le renforcement des capacités des groupes d'auto-assistance existants ou nouvellement créés en complétant l'épargne des membres et en favorisant les liaisons avec les institutions financières structurées. Il créera un petit volume de fonds au niveau de l'Agence de développement tribal intégré (ITDA) pour fournir des prêts aux groupes d'auto-assistance, assurer la formation professionnelle et la formation à la gestion des bénéficiaires (en particulier ceux qui pratiquent des activités non agricoles), leur offrir des services de soutien et encourager les banques à s'intéresser aux communautés tribales. Étant donné que le programme servira de lien entre les groupes d'auto-assistance et le système de crédit existant, il n'est pas proposé d'utiliser ces fonds pour des prêts. Le programme créera également un fonds souple pour les infrastructures communautaires qui sera principalement destiné à combler les lacunes critiques des infrastructures essentielles. Les infrastructures susceptibles de bénéficier d'un financement seront les suivantes (liste non exhaustive): fourniture d'eau potable, amélioration des routes villageoises, installations d'entreposage (banques alimentaires, produits du système de distribution publique, produits forestiers non ligneux/agricoles), ateliers pour les communautés/groupements d'utilisateurs pratiquant des activités non agricoles et infrastructures économiques (par exemple, usines et évacuateurs gérés par des groupes d'auto-assistance ou par la communauté, et bâtiments collectifs).

21. **Appui aux initiatives politiques.** Depuis l'identification du programme, le Gouvernement de l'Orissa a pris des mesures importantes afin de traiter divers problèmes de politique clés. Grâce à son soutien à la composante relative aux initiatives politiques, le programme appuiera la mise en œuvre de ces initiatives par les moyens suivants: i) constituer un fonds de défense juridique pour venir en aide aux groupes tribaux et aux ONG dans les procès concernant l'aliénation/la restauration de terres; ii) organiser des équipes mobiles pour découvrir les cas et mettre en application la restauration des terres; et iii) financer les relevés cadastraux. Il fournira également des fonds en vue d'études sur les problèmes politiques clés et engagera un dialogue avec le Gouvernement de l'Orissa sur d'autres questions politiques non résolues dans le contexte d'un calendrier d'action fixé d'un commun accord⁴.

22. **Fonds d'appui en faveur des initiatives de développement.** Le programme prévoit la constitution d'un tel fonds afin de pouvoir affecter avec souplesse des fonds supplémentaires aux domaines réclamés par les communautés dans le cadre d'un processus de planification participatif. Ce fonds permettra aussi de mettre en œuvre les autres activités qui pourraient se révéler viables et intéressantes au cours de la mise en œuvre du programme.

23. **Gestion du programme.** Au titre de cette composante, le programme financera: i) les dépenses de fonctionnement de l'unité de soutien au niveau de l'État de l'Orissa et des agences de développement tribal intégré; ii) les dépenses de formation du personnel; iii) les ateliers d'orientation et d'examen annuel, y compris les ateliers de parties prenantes; iv) la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation (S&E), pièces justificatives à l'appui des processus; v) l'élaboration de

⁴ La liste des grands problèmes politiques et le calendrier figurent à l'appendice V.



méthodologies de communication appropriées tenant dûment compte des langues et des coutumes locales; et vi) l'enregistrement des connaissances autochtones, en ce qui concerne particulièrement la gestion des ressources naturelles.

24. **Distribution des vivres.** Cette composante couvrira les coûts de transport, d'entreposage et de distribution de l'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) et le suivi de l'utilisation de cette aide.

D. Coûts et financement

25. Le coût total du programme étalé sur dix ans (évalué aux prix de décembre 2001), compte tenu des imprévus et des droits et taxes, s'élève à environ 4 648 millions de INR (environ 91,2 millions de USD). La composante la plus importante concerne le renforcement des moyens de subsistance qui représentent 70% des coûts de référence; elle englobe les trois fonds souples conçus pour financer les interventions du programme orientées vers la production. Le programme bénéficiera du mécanisme flexible de financement (MFF) et prévoira deux examens⁵.

26. Le prêt du FIDA d'environ 20,0 millions de USD qui est proposé financera 21,9% des coûts totaux du programme, tandis que le don de 40,0 millions de USD du Département du développement international (DFID) (Royaume-Uni) en financera 43,9%. Le PAM a accepté de fournir 12,3 millions de USD (13,5%) d'aide sous forme de vivres, le Gouvernement de l'Orissa apportera 9,6 millions de USD d'aide (10,5%), les bénéficiaires 8,9 millions de USD (9,7%), et les institutions financières structurées 376 000 USD (0,4%).

⁵ Voir l'appendice V.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

| Composante | Monnaie Locale | Devises | Total | % en devises | % des coûts de base |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------|---------------|-----------------|---------------------------|
| A. Renforcement des capacités à des fins d'autonomisation | | | | | |
| Autonomisation et gestion des communautés | 5 513 | 332 | 5 846 | 6 | 8 |
| Renforcement des compétences des bénéficiaires | 1 284 | 131 | 1 415 | 9 | 2 |
| Renforcement des capacités des organismes de soutien | 746 | 73 | 819 | 9 | 1 |
| Sous-total | 7 543 | 536 | 8 079 | 7 | 10 |
| B. Amélioration des moyens de subsistance | | | | | |
| Gestion des terres et des eaux | 41 617 | 84 | 41 701 | - | 54 |
| Gestion participative des forêts | 4 644 | 19 | 4 662 | - | 6 |
| Amélioration des systèmes de production | | | | | |
| • Développement agricole/horticole | 645 | 84 | 729 | 11 | 1 |
| • Développement de l'élevage et de l'aquaculture | 396 | 55 | 452 | 12 | 1 |
| • Services financiers ruraux | 2 490 | 17 | 2 507 | 1 | 3 |
| Sous-total, amélioration des systèmes de production | 3 532 | 155 | 3 687 | 4 | 5 |
| Infrastructure communautaire | 4 071 | - | 4 071 | - | 5 |
| Sous-total | 53 863 | 258 | 54 121 | - | 70 |
| C. Appui aux initiatives politiques | 1 632 | 59 | 1 691 | 4 | 2 |
| D. Fonds d'appui en faveur des initiatives de développement | 4 449 | 234 | 4 683 | 5 | 6 |
| E. Gestion du programme | | | | | |
| • Au niveau du district | 6 730 | 268 | 6 998 | 4 | 9 |
| • Au niveau de l'État | 1 196 | 59 | 1 255 | 5 | 2 |
| Sous-total | 7 926 | 327 | 8 253 | 4 | 11 |
| F. Distribution des vivres | 729 | - | 729 | - | 1 |
| Total des coûts de base | 76 142 | 1 414 | 77 557 | 2 | 100 |
| Provision pour aléas d'exécution | 2 547 | 42 | 2 589 | 2 | 3 |
| Provision pour aléas financiers | 10 853 | 155 | 11 008 | 1 | 14 |
| Total des coûts du programme | 89 543 | 1 611 | 91 154 | 2 | 118 |

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

| | FIDA | | Gouvernement de l'Orissa | | Bénéficiaires | | PAM | | DFID | Institutions financières structurées | | Total | | Devises | Monnaie locale (hors taxes) | Droits et taxes | |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|-------------|--------------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|--------------------------------------|------------|------------|---------------|--------------|-----------------------------|-----------------|--------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | | Montant | % | Montant | % | | | | |
| A. Renforcement des capacités à des fins d'autonomisation | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autonomisation et gestion des communautés | 2 203 | 31,3 | 352 | 5,0 | - | - | - | - | 4 472 | 63,6 | - | - | 7 027 | 7,7 | 397 | 6 278 | 352 |
| Renforcement des compétences | 527 | 31,4 | 84 | 5,0 | - | - | - | - | 1 069 | 63,7 | - | - | 1 680 | 1,8 | 155 | 1 441 | 84 |
| Renforcement des capacités des organismes de soutien | 298 | 31,4 | 47 | 5,0 | - | - | - | - | 604 | 63,7 | - | - | 949 | 1,0 | 85 | 817 | 47 |
| Sous-total | 3 027 | 31,3 | 484 | 5,0 | - | - | - | - | 6 145 | 63,6 | - | - | 9 656 | 10,6 | 637 | 8 535 | 484 |
| B. Amélioration des moyens de subsistance | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gestion des terres et des eaux | 10 211 | 20,5 | 1 549 | 3,1 | 6 480 | 13,0 | 11 372 | 22,8 | 20 308 | 40,7 | - | - | 49 915 | 54,8 | 95 | 49 143 | 677 |
| Gestion participative des forêts | 1 350 | 23,8 | 185 | 3,3 | 497 | 8,8 | 945 | 16,7 | 2 690 | 47,5 | - | - | 5 667 | 6,2 | 22 | 5 547 | 98 |
| Amélioration des systèmes de production | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| • Développement agricole/horticole | 240 | 28,4 | 119 | 14,1 | - | - | - | - | 486 | 57,5 | - | - | 845 | 0,9 | 96 | 698 | 51 |
| • Développement de l'élevage et de l'aquaculture | 133 | 25,9 | 111 | 21,6 | - | - | - | - | 269 | 52,5 | - | - | 512 | 0,6 | 64 | 416 | 32 |
| • Services financiers ruraux | 222 | 8,8 | 4 | 0,2 | 1 469 | 58,5 | - | - | 441 | 17,6 | 376 | 15,0 | 2 513 | 2,8 | 18 | 2490 | 4 |
| Sous-total, amélioration des systèmes de production | 594 | 15,4 | 234 | 6,0 | 1 469 | 38,0 | - | - | 1 196 | 30,9 | 376 | 9,7 | 3 870 | 4,2 | 178 | 3 604 | 88 |
| Infrastructure communautaire | 1 442 | 28,4 | 330 | 6,5 | 437 | 8,6 | - | - | 2 866 | 56,5 | - | - | 5 075 | 5,6 | - | 4 974 | 102 |
| Sous-total | 13 598 | 21,1 | 2 298 | 3,6 | 8 884 | 13,8 | 12 317 | 19,1 | 27 055 | 41,9 | 376 | 0,6 | 64 528 | 70,8 | 295 | 63 268 | 965 |
| C. Appui aux initiatives politiques | 608 | 31,6 | 91 | 4,7 | - | - | - | - | 1 226 | 63,7 | - | - | 1 924 | 2,1 | 68 | 1 778 | 79 |
| D. Fonds d'appui en faveur des initiatives de développement | 1 545 | 33,0 | - | - | - | - | - | - | 3 138 | 67,0 | - | - | 4 683 | 5,1 | 234 | 4 449 | - |
| E. Gestion du programme | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| • Au niveau de district | 932 | 11,5 | 5 268 | 65,3 | - | - | - | - | 1 872 | 23,2 | - | - | 8 072 | 8,9 | 310 | 7 603 | 159 |
| • Au niveau de l'État | 286 | 19,9 | 573 | 39,8 | - | - | - | - | 579 | 40,3 | - | - | 1 437 | 1,6 | 67 | 1 322 | 48 |
| Sous-total | 1 218 | 12,8 | 5 840 | 61,4 | - | - | - | - | 2 451 | 25,8 | - | - | 9 509 | 10,4 | 377 | 8 925 | 207 |
| F. Distribution des vivres | - | - | 854 | 100,0 | - | - | - | - | - | - | - | - | 854 | 0,90 | - | 854 | - |
| Total des décaissements | 19 996 | 21,9 | 9 567 | 10,5 | 8 884 | 9,7 | 12 317 | 13,5 | 40 015 | 43,9 | 376 | 0,4 | 91 154 | 100,0 | 1 611 | 87 808 | 1 735 |

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. Les marchés concernant tous les biens et services seront passés conformément aux directives du FIDA et du DFID. Les travaux seront tous d'ampleur limitée et seront exécutés par les comités de développement de village. S'il est nécessaire d'avoir recours à des sous-traitants, les procédures suivies seront conformes aux directives de la Mission pour les bassins versants du gouvernement. Les véhicules nécessaires seront peu nombreux et ils seront acquis à des moments différents de sorte que leur achat ne se prêtera pas aux procédures d'appel d'offres international. L'appui à l'exécution sera confié à des ONG et d'autres organes d'exécution de bonne réputation. Les contrats de services avec les ONG seront passés suivant un processus en deux étapes (présélection et soumission d'offres). Les contrats annuels qui seront signés entre les ITDA et les ONG préciseront les procédures de passation des marchés que doivent adopter les ONG.

28. Les commandes directes seront autorisées aux conditions approuvées par le FIDA pour les biens et services d'une valeur comprise entre 10 000 et 25 000 USD. Les procédures d'appel à la concurrence locale s'appliqueront aux acquisitions de biens et de services d'un coût égal ou supérieur à 25 000 USD. L'Unité de soutien du programme (USP) communiquera au FIDA et au DFID, par l'intermédiaire du gouvernement de l'État, des copies des mandats et de tous les dossiers d'appel d'offres concernant les services de consultants. Le prêt proposé du FIDA, d'un montant de 20,0 millions de USD, sera décaissé sur une période de dix ans. Conformément aux principes du mécanisme flexible de financement du FIDA, seules les dépenses de la phase I ont été attribuées à des catégories de prêt. Les fonds restants seront affectés à l'issue d'examens détaillés pendant la troisième année du programme et la septième année du programme⁶. Les décaissements par le FIDA seront effectués sur présentation d'états certifiés des dépenses, sauf pour les contrats d'un montant supérieur à 50 000 USD pour lesquels il faudra présenter une demande accompagnée de tous les justificatifs requis.

29. Tous les organismes concernés, à savoir l'USP, les ITDA, les ONG et les autres fournisseurs de services, les comités de développement de village et les groupes d'auto-assistance, tiendront des relevés et des comptes distincts pour les dépenses afférentes au programme. Les comptes seront consolidés au niveau du district par l'ITDA intéressée et transmis à l'USP au niveau de l'État. Les comptes de l'USP et des ITDA seront vérifiés chaque année par un expert comptable et seront également soumis au contrôleur général des comptes de l'Inde, conformément aux règlements du gouvernement. Des copies certifiées conformes des rapports de vérification et des états financiers, accompagnées d'une opinion distincte sur les états de dépenses, seront présentées au FIDA/DFID dans les six mois suivant la fin de la période couverte par le compte rendu. Les ONG employées sous contrat soumettront des états certifiés semestriels dont la forme et le fond seront acceptés par l'USP. Si cela est jugé nécessaire, l'USP effectuera des examens financiers détaillés des comptes des ONG en ce qui concerne les ressources fournies par le programme. Dans le cas des comités de développement de village, un sous-comité de vérification sociale sera constitué au sein de la communauté pour vérifier les comptes et l'ITDA intéressée aura recours à des experts comptables pour contrôler les comptes de ces comités. Les comptes des groupes d'auto-assistance seront vérifiés par les ONG qui servent d'intermédiaire.

F. Organisation et gestion, suivi et évaluation

30. Le Ministère des affaires tribales au *niveau central* et le Département du développement des tribus et des castes énumérées (ST/SCDD) au *niveau de l'État* constitueront les pivots du programme⁷. Au niveau de l'État, la gestion s'effectuera à trois niveaux: i) les principaux organismes d'exécution au

⁶ Les conditions de financement des phases ultérieures sont indiquées à l'appendice VI.

⁷ Voir l'appendice VII.



niveau local seront les groupes d'auto-assistance et les comités de développement de village; ii) au niveau du district les ITDA; et iii) au niveau de l'État une unité de soutien du programme au sein du ST/SCDD. Chaque bloc sera en règle générale attribué à une ONG intermédiaire chargée de fournir un appui aux groupes d'auto-assistance et aux comités de développement de village pour le renforcement des capacités, la microplanification et l'encadrement.

31. Au niveau des communautés, le *palli sabha* (assemblée de village) constituera généralement l'unité de base pour la planification, l'exécution et le suivi des activités du programme. Les deux tiers des membres du comité de développement de village seront choisis parmi les responsables des groupes d'auto-assistance/groupes d'utilisateurs/comités, et les autres seront sélectionnés par le *palli sabha* de façon à inclure deux membres des PRI. Dans certains bassins versants, il pourra être nécessaire de créer des comités intercommunautaires pour gérer les ressources partagées ou les activités collectives. Une équipe de volontaires de village fournira des services techniques aux membres des communautés et assurera la liaison avec les organismes de soutien.

32. Au niveau du district, les ITDA existantes (une par district) seront renforcées pour coordonner la mise en œuvre du programme. Elles retrouveront leur souplesse et leur autonomie opérationnelles d'associations déclarées et leur gestion sera élargie grâce à l'inclusion de membres non gouvernementaux au sein de leur organe directeur. Le rétablissement de l'autonomie de ces agences comportera l'autorisation d'utiliser des comptes bancaires, d'établir leurs propres règlements financiers et du personnel, et de conclure des contrats avec les ONG et les autres fournisseurs de services. Les agences recruteront des ONG sous contrat pour aider les villages couverts par le programme dans le domaine de la mobilisation sociale, du renforcement des capacités et de la planification participative. Les ONG engageront des animateurs de village. Les responsabilités de l'ONG intermédiaire seront indiquées dans un mémoire d'entente entre l'agence et l'ONG dont la forme et le fond auront été approuvés par le Fonds/DFID. Au cas où l'agence et l'unité de soutien du programme constatent qu'il n'y a aucune ONG intermédiaire compétente disponible pour servir de partenaire au programme dans le domaine de la mobilisation sociale, l'unité présente au FIDA/DFID une proposition tendant à autoriser l'agence à travailler directement à lancer des activités d'autonomisation et de renforcement des capacités des communautés. Les ONG intermédiaires bénéficieront de l'appui d'ONG fournisseurs de ressources, d'autres fournisseurs du secteur privé et/ou des services techniques qui assureront la formation et le soutien technique et autre.

33. Au niveau de l'État, un comité de pilotage du programme sera créé sous la présidence du secrétaire principal (ou de son suppléant); y seront représentés l'administrateur du KBK⁸, les départements techniques clés, la Mission des bassins versants, des experts de développement indépendants, la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural, la Banque de développement des petites industries de l'Inde, les ONG et les instituts de recherche, et le commissaire du ST/SCDD, en qualité de secrétaire membre, afin de donner une orientation politique générale au programme. De même, l'unité de soutien du programme du ST/SCDD sera dirigée par un directeur de programme travaillant à plein temps qui rendra compte au commissaire/secrétaire du département. L'unité de soutien du programme disposera d'une petite équipe d'administrateurs à plein temps.

34. Le programme fera l'objet d'un suivi et d'évaluations du point de vue des intrants, des extrants et de l'impact. Un organisme spécialisé de suivi-évaluation (S&E) sera chargé sous contrat de concevoir le système informatique de gestion. Le S&E participatif sera privilégié afin d'aider les communautés à suivre leurs propres progrès, à évaluer les résultats et à dégager les problèmes d'exécution. De même, des bureaux de services qualifiés seront recrutés pour effectuer périodiquement des évaluations de l'impact, des études thématiques et diagnostiques, et des enquêtes nutritionnelles et assurer la surveillance environnementale.

⁸ Programme spécial pour la zone de Koraput, Bolangir et Kalahandi financé par le Gouvernement de l'Inde.



G. Justification économique

35. Le programme aidera directement environ 338 000 personnes appartenant à 75 000 ménages. L'appui apporté par le programme à la recherche adaptative et aux démonstrations et à la formation agricoles et agroforestières aura un effet plus large et de plus longue durée sur le développement de toute la région. L'ensemble des communautés bénéficiaires tireront profit du renforcement des institutions locales, notamment de plus de 1 000 comités de développement de village et 3 200 groupes d'auto-assistance.

36. Étant donné que le programme s'orientera en fonction de la demande, les estimations concernant ses effets sur la production n'ont qu'une valeur théorique. Toutefois, les modèles financiers font prévoir une production vivrière supplémentaire de 20 592 t de paddy, 2 268 t de ragi, 83 916 t de maïs, 1 512 t de légumineuses, 5 940 t de pois cajou et 5 616 t de niger. L'introduction de technologies de conservation de l'humidité dans les hautes et basses (*padara*) terres permettra de doubler largement le revenu qu'elles fournissent. La conversion des terres sous culture *podu* est également prometteuse. Le programme aura donc un impact positif sur la sécurité alimentaire des ménages. L'accès aux services financiers à de meilleures conditions par l'intermédiaire des groupes d'auto-assistance et des banques céréalières gérées par les communautés permettra aux ménages de consacrer une part moins importante de leurs ressources au remboursement de leurs dettes. Les jardins familiaux contribueront directement à lutter contre les carences nutritionnelles connues.

37. Le programme, en assurant la participation active des femmes à toutes les activités et en privilégiant le renforcement de leurs capacités de direction et de gestion, aura une incidence sensible sur leur autonomisation. En revanche, les interventions du programme dans le domaine de la gestion des ressources naturelles soulèveront quelques problèmes de redistribution et d'équité. Les stratégies permettant d'atténuer les effets néfastes sur les catégories défavorisées devront être étudiées au niveau du village; il faudra, par exemple, faire bénéficier particulièrement ces groupes d'autres activités rémunératrices.

H. Risques

38. L'impossibilité éventuelle de renforcer les institutions communautaires et de faire passer la responsabilité de la gestion des activités de développement aux communautés constituerait un risque grave. Pour éviter ce risque, le programme fera une large place au renforcement des capacités des communautés. En deuxième lieu, il peut se révéler difficile de libérer les communautés de leur mentalité de dépendance et du paternalisme du gouvernement. Ce risque sera atténué par le désir naturel des populations tribales d'accéder à l'autonomie, désir qui sera soutenu par de multiples activités de sensibilisation et de renforcement des capacités. En troisième lieu, il peut aussi s'avérer difficile d'attirer des ONG compétentes et d'instaurer des rapports de travail harmonieux dans le cadre d'un programme gouvernemental. Dès le départ, le programme doit préciser clairement les rôles et les responsabilités des divers partenaires. En quatrième lieu, l'importance attribuée à la restructuration des agences de développement tribal intégré entraîne naturellement un risque, mais on a proposé d'atténuer ce risque au moyen de réformes institutionnelles poussées. En cinquième lieu, le renforcement des *palli sabhas* et l'attribution de ressources financières notables à ces organismes pourraient accentuer les conflits au sein du *gram panchayat* (organe exécutif de l'assemblée de village), mais ce risque sera réduit grâce à l'établissement de liens avec le PRI. En sixième lieu, les initiatives politiques risquent de ne pas être appliquées avec enthousiasme faute de volonté politique. Pour atténuer ce risque, on adoptera un cadre organisé d'examen constant par rapport à des repères fixés et un calendrier d'action⁹.

⁹ Voir l'appendice V.

I. Impact sur l'environnement

39. Dans l'ensemble, le programme devrait avoir un impact positif sur l'environnement, puisqu'il vise dans le cadre de sa plus importante composante (gestion des terres et de l'eau) à restaurer les milieux dégradés et à promouvoir une meilleure conservation et utilisation des ressources. On améliorera la conservation de l'eau et on instaurera une agriculture plus respectueuse de l'environnement et plus durable, notamment en maîtrisant le ruissellement, en renforçant la capacité de rétention de l'humidité des sols, en améliorant le couvert végétal sur les terres boisées dégradées et les flancs de colline. En conséquence, le programme a été classé dans la catégorie B du FIDA mais il est recommandé de veiller à éviter ou à atténuer un certain nombre de risques. Conformément au contrôle et à l'évaluation environnementale, le programme prévoit de veiller à ce que la sensibilisation à l'environnement fasse partie intégrante de la formation des communautés. Il prévoit également la surveillance de l'environnement.

J. Aspects novateurs et liens avec le Cadre stratégique du FIDA

40. Le projet a de nombreux aspects novateurs qui s'inscrivent bien dans la stratégie institutionnelle du FIDA. L'autonomisation des populations tribales constituera un objectif spécifique et est considérée comme le facteur clé pour permettre à ces populations de poursuivre des modes de développement socioéconomique qui soient compatibles avec leur identité et de décider elles-mêmes si les valeurs tribales restent pertinentes. Le programme facilite l'accès des populations tribales aux ressources naturelles en contribuant à mettre en œuvre les changements de politique décidés pour donner à ces populations des titres solides sur les terres et favoriser le dialogue sur les questions d'équité au niveau des communautés grâce à un processus de planification participative de façon à assurer l'accès équitable des groupes marginalisés aux ressources communes. Le programme contribue également à élargir l'accès des populations tribales aux services financiers et aux marchés. Il encourage la diversification des revenus afin de diviser les risques en favorisant l'apport de valeur ajoutée dans la production de produits forestiers non ligneux, le traitement des produits agricoles et les autres activités non agricoles.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de prêt entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

42. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à seize millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 050 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 19 avril 2002)

1. Les activités du programme seront réalisées dans l'État de l'Orissa (l'État) en recourant aux services d'ONG et d'autres prestataires de services compétents. Le programme sera exécuté en trois phases. L'examen de chaque phase comportera une analyse des indicateurs spécifiques, précisés dans l'accord de prêt relatif au programme, qui serviront de déclencheurs pour la confirmation, par le FIDA, du financement et de la conception détaillée des phases suivantes du programme.
2. L'État veillera à ce que les villages sélectionnés dans le cadre du programme comptent au moins 60% d'habitants appartenant aux populations tribales et aux castes énumérées, et appliquera en outre les critères de sélection à convenir entre le FIDA et le Gouvernement.
3. Le Département du développement des tribus et castes énumérées (ST/SCDD), en sa qualité d'agent principal du programme, assumera la responsabilité globale de la mise en oeuvre du programme.
4. a) Le Gouvernement de la République de l'Inde (le Gouvernement) compte obtenir du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par l'intermédiaire du DFID, un don (le don DFID) d'un montant d'environ 40 millions de dollars des États-Unis (40 000 000 USD) pour financer partiellement le programme, selon des modalités et conditions qui seront énoncées dans un accord de don (accord de don DFID).

b) Le Gouvernement compte obtenir du PAM une aide alimentaire équivalant à douze millions trois cent mille dollars des États-Unis (12 300 000 USD) (aide alimentaire du PAM), pour appuyer les sous-composantes gestion des terres et des eaux, gestion participative des forêts, et développement agricole et horticole, selon des modalités et conditions à convenir entre l'emprunteur et le PAM.
5. Le FIDA consent au Gouvernement un prêt dont le principal se monte à seize millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 050 000 DTS) aux fins de financer le programme.
6. Le Gouvernement et chaque partie au programme utiliseront les fonds du prêt exclusivement pour financer les dépenses autorisées en conformité avec l'accord de prêt et les Conditions générales. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, il est entendu et convenu que le FIDA a pour politique de ne pas accepter que les fonds d'un prêt servent à couvrir les taxes, y compris (mais pas exclusivement) toute taxe perçue sur l'importation, l'acquisition ou la fourniture de biens, ouvrages de génie civil ou services financés par le prêt.
7. a) L'USP ouvrira puis maintiendra dans une banque proposée par l'agent principal du programme et agréée par le FIDA, un compte courant libellé en INR pour les opérations du programme (le compte USP du programme). L'USP s'efforcera de faire en sorte que ce compte soit à l'abri de mesures de compensation, de saisie et de saisie-arrêt selon des modalités et conditions



proposées par l'Unité et acceptées par le FIDA. Le directeur du programme et le responsable des questions financières administratives seront pleinement autorisés à gérer le compte USP du programme.

b) Chaque ITDA ouvrira puis maintiendra, dans une banque de son choix agréée par le FIDA, un compte courant libellé en INR pour les opérations du programme (compte ITDA du programme). L'administrateur du programme dans chaque ITDA sera pleinement autorisé à gérer ledit compte du programme.

c) Chaque comité de développement villageois (CDV) ouvrira puis maintiendra, dans la succursale locale d'une banque commerciale, un compte courant libellé en INR pour les opérations du programme (compte CDV du programme). Le président de chaque CDV sera pleinement autorisé à gérer ledit compte CDV.

8. a) Outre les fonds du prêt, le Gouvernement mettra à la disposition de l'agent principal du programme et de chaque autre partie au programme, avec la diligence nécessaire, les fonds, équipements, services et autres ressources qui pourraient être nécessaires de temps à autre pour exécuter le programme conformément à l'accord de prêt.

b) Sans restreindre la portée générale du paragraphe a) ci-dessus, le Gouvernement veillera à ce que l'État mette sur ses propres ressources à la disposition de l'agent principal du programme des fonds de contrepartie correspondant globalement à 9 567 000 USD environ, conformément à l'accord du programme.

c) Sans restreindre la portée générale du paragraphe a) ci-dessus, le Gouvernement mettra le don DFID et l'aide alimentaire du PAM à la disposition de l'agent principal du programme et de chaque autre partie au programme conformément aux plans de travail et budget annuels, une fois ceux-ci établis.

9. a) Dans les 90 jours qui suivent la date d'entrée en vigueur, le Gouvernement désignera ou nommera, avec l'approbation préalable du FIDA, le contrôleur et vérificateur général du Gouvernement ou tout autre auditeur indépendant sélectionné conformément aux procédures et critères convenus avec le FIDA pour procéder à la vérification des comptes relatifs au programme pour chaque exercice budgétaire jusqu'à la date de clôture.

b) Le Gouvernement fera vérifier pour chaque exercice budgétaire les comptes et les états financiers relatifs au programme par l'auditeur retenu, conformément aux normes internationales de vérification comptable. Conformément à la section 9.03 des Conditions générales, le contrôleur et vérificateur général ou autre auditeur présentera, outre le rapport d'audit sur les états financiers: i) un avis séparé sur les états certifiés de dépenses et les transactions du compte spécial; ii) une lettre séparée de recommandations, traitant de l'adéquation du système de comptabilité et de contrôle interne. L'agent principal du programme remettra les pièces susmentionnées à l'État, au FIDA et à l'institution coopérant dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice concerné. La réponse à la lettre de recommandations de l'auditeur sera soumise par l'agent principal du programme au FIDA dans le mois qui suit sa réception.



10. Dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur, l'État nommera un directeur de programme qualifié et expérimenté, agréé par le FIDA. Celui-ci restera en poste au moins jusqu'à la fin de la première phase, sous réserve de performance satisfaisante telle que déterminée par l'État en accord avec le FIDA, et tout successeur éventuel devra avoir des qualifications similaires, un mandat similaire et l'agrément du FIDA.

11. Aux fins du programme, chaque ITDA s'efforcera de renforcer son autonomie en tant qu'entité agréée autorisée à gérer des comptes bancaires, à recruter du personnel relevant de la fonction publique ou du marché libre, dont l'administrateur du programme et le responsable des questions financières administratives, et à établir des politiques indépendantes en matière de finances et de personnel. Le comité chargé des projets établira un comité de gestion, présidé par le percepteur de district, qui aura pour tâche d'apporter un appui gestionnaire régulier, notamment dans le contexte de l'examen et du suivi de l'exécution du programme. Tous les personnels seront recrutés sur la base de contrats d'un an renouvelables. Dans un délai de 150 jours à compter de la date d'entrée en vigueur, les principaux agents de chaque ITDA auront été recrutés, y compris l'administrateur du programme et le responsable des questions financières administratives pour la première phase. L'État n'autorisera pas le transfert de fonctionnaires détachés à l'ITDA, sauf sur demande écrite du comité chargé des projets de l'ITDA adressée à l'État qui l'aura approuvée.

12. Dans un délai de 120 jours à compter de la date d'entrée en vigueur, les règlements relatifs aux questions financières et au personnel des ITDA pour la première phase auront été approuvés.

13. Dans les 180 jours suivant la date d'entrée en vigueur, chaque ITDA de la première phase établit la liste restreinte des ONG spécialisées ou remplissant un rôle de facilitation.

14. Chaque ITDA conclut, avec chaque CDV de son district, un accord en vue de la mise en oeuvre du programme et du transfert des fonds provenant du prêt (constituant chacun un mémorandum d'entente avec l'ITDA). Chaque mémorandum d'accord avec l'ITDA contient, entre autres, les dispositions suivantes:

- a) le CDV exprime son soutien aux buts et objectifs du programme et, à cet effet, procède à la planification et à l'exécution des activités du programme telles qu'elles sont définies dans l'accord de prêt et le manuel d'exécution du programme;
- b) l'ITDA transfère les fonds destinés aux activités du programme au compte du programme du CDV à titre de dotation, en tant que de besoin et conformément aux PTBA;
- c) le CDV crée un sous-comité d'audit social et financier ainsi que tout sous-comité technique nécessaire;
- d) le CDV ouvre son compte de programme;
- e) le compte de programme et l'état des dépenses du CDV sont soumis à la vérification comptable de l'ITDA;
- f) le CDV finance l'entretien de tous les ouvrages construits au titre de la sous-composante infrastructure communautaire et conclut avec toute autorité compétente tout accord qui pourrait se révéler nécessaire à l'exécution de cet entretien.

15. L'USP établit aussitôt que possible mais en tout état de cause dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur un manuel d'exécution du programme. Le manuel d'exécution du programme comprendra, entre autres choses:

- a) le mandat et les responsabilités de tout le personnel du programme et des consultants concernant l'exécution;
- b) les procédures et manuels opérationnels du programme;
- c) les procédures et le système de suivi et d'évaluation;
- d) une description détaillée des dispositions relatives à l'exécution pour chaque composante du programme;
- e) un modèle de mémorandum d'entente que chaque CDV devra conclure en vue de l'exécution du programme.

16. L'USP soumet le projet de manuel d'exécution du programme au comité de pilotage du programme (CPP) pour approbation. L'agent principal du programme transmettra le projet de manuel d'exécution du programme ainsi approuvé au Fonds et à l'institution coopérante, pour observations et approbation, dans les huit mois suivant la date d'entrée en vigueur.

17. L'USP passera un contrat avec un organisme spécialisé dans le suivi et l'évaluation, en vue de la conception du système de suivi et d'évaluation du programme. L'équipe qui en sera chargée aura collectivement les compétences nécessaires en matière de méthodes participatives, d'informatique et de technologie de l'information, de méthodes statistiques et de pratiques de développement rural. Le système de suivi et d'évaluation comprendra les éléments suivants:

- a) l'organisation, la dotation en personnel, le lieu d'établissement et le statut de l'organisme ou des organismes qui seront chargés d'exécuter le suivi et l'évaluation dans le cadre du programme;
- b) le programme de travail et le budget envisagés pour le suivi et l'évaluation du programme;
- c) le calendrier des rapports que l'État remettra au FIDA;
- d) un système d'information informatisé sur la gestion; et
- e) toute autre question que le FIDA pourrait raisonnablement exiger.

L'USP met au point le système de suivi et d'évaluation dans les 180 jours suivant la date d'entrée en vigueur, après avoir pris en compte les recommandations, le cas échéant, du FIDA et l'applique en consultation avec le FIDA pendant toute la durée d'exécution du programme.

18. L'État s'emploie à prendre toutes mesures nécessaires:



- a) pour doter chaque ITDA de l'autonomie voulue dans les domaines financier, administratif et du personnel afin de lui permettre de s'acquitter des responsabilités prévues à l'appendice 3 et dans le manuel d'exécution du programme;
 - b) pour assurer la coopération interdépartementale; et
 - c) pour faciliter de toute autre manière l'exécution du programme.
19. Le Gouvernement veillera à ce que les compétences et l'expérience acquises pendant le programme, en ce qui concerne la mise au point d'approches appropriées et efficaces de développement tribal, soient disponibles pendant toute la durée d'exécution du programme.
20. Les faits suivants sont spécifiés comme faits supplémentaires entraînant la suspension du droit du Gouvernement à solliciter des retraits du compte de prêt:
- a) en consultation avec le Gouvernement, le FIDA constate que la révocation, l'annulation, la suspension, la modification ou autre changement visant toute mesure existante, ou qu'une mesure nouvelle nécessaire à l'exécution du programme n'a pas été prise, ce qui a entraîné ou pourrait entraîner un effet négatif important sur le programme ou sur les obligations de toute partie au programme prévues dans le document du prêt; ou
 - b) les recommandations, le plan d'action et les activités de conception découlant de l'examen de toute phase n'ont pas été exécutés à la satisfaction du Fonds dans le délai prescrit.
21. Les faits suivants sont spécifiés comme faits supplémentaires entraînant l'annulation du droit du Gouvernement à solliciter des retraits du compte de prêt:
- a) l'examen de toute phase a abouti à la recommandation de mettre un terme au programme; ou
 - b) le FIDA a constaté que les indicateurs de déclenchement nécessaires au passage à la phase suivante n'ont pas été atteints.
22. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables au décaissement:
- a) Aucun décaissement ne sera fait en faveur d'un CDV quelconque au titre du fonds de gestion des terres et des eaux, du fonds de gestion forestière participative ou du fonds des infrastructures communautaires tant que ce CDV n'aura pas été dûment constitué et tant que ses sous-comités d'audit social et financier n'auront pas été créés; tant que le CDV n'aura pas conclu un mémorandum d'entente avec l'ITDA, approuvé par le FIDA, et ouvert son compte de programme.



- b) Aucun décaissement ne sera fait en faveur d'une ONG quelconque tant que cette ONG n'aura pas été dûment sélectionnée, conformément aux critères de sélection approuvés par le FIDA et tant qu'elle n'aura pas conclu un mémorandum d'entente avec l'ITDA compétente, accepté en la forme et sur le fond par le FIDA.

23. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) le CPP a été dûment créé;
- b) l'USP a été dûment créée et toutes les délégations de pouvoirs nécessaires ont été délivrées;
- c) le directeur et l'agent financier et administratif du programme ont été dûment nommés et une délégation de pouvoirs a été délivrée;
- d) toutes les mesures nécessaires en vue de la restructuration de chaque ITDA ont été prises, y compris celles qui sont prévues à l'appendice 3A;
- e) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial;
- f) l'USP a ouvert son compte de programme;
- g) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances statutaires, administratives et gouvernementales compétentes;
- h) l'accord de programme a été dûment signé et un avis juridique favorable a été délivré par le procureur général de l'État concernant le caractère juridiquement contraignant de l'accord pour l'État;
- i) un avis juridique favorable, délivré par le procureur général du Gouvernement, et acceptable en la forme et sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

COUNTRY DATA

INDIA

| | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------|----------|
| Land area (km² thousand) 2000 1/ | 2 973 | GNI per capita (USD) 2000 1/ | 460 |
| Total population (million) 2000 1/ | 1 015.9 | GNP per capita growth (annual %) 2000 1/ | 4.2 |
| Population density (people per km²) 2000 1/ | 342 | Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/ | 4.0 |
| Local currency | Indian Rupee (INR) | Exchange rate: USD 1 = | INR 47.0 |
| Social Indicators | | Economic Indicators | |
| Population (average annual population growth rate) 1980-99 2/ | 2.0 | GDP (USD million) 2000 1/ | 479 404 |
| Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/ | 26 a/ | Average annual rate of growth of GDP 2/ 1980-90 | 5.8 |
| Crude death rate (per thousand people) 2000 1/ | 9 a/ | 1990-99 | 6.0 |
| Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/ | 70 a/ | Sectoral distribution of GDP 2000 1/ | |
| Life expectancy at birth (years) 2000 1/ | 63 a/ | % agriculture | 27 |
| Number of rural poor (million) (approximate) 1/ | 267.0 | % industry | 27 |
| Poor as % of total rural population 2/ | 37 | % manufacturing | 16 |
| Total labour force (million) 2000 1/ | 451.1 | % services | 46 |
| Female labour force as % of total 2000 1/ | 32 | Consumption 2000 1/ | |
| Education | | General government final consumption expenditure (as % of GDP) | 11 |
| School enrolment, primary (% gross) 2000 1/ | 100 a/ | Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP) | 68 |
| Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2000 1/ | 43 | Gross domestic savings (as % of GDP) | 21 |
| Nutrition | | Balance of Payments (USD million) | |
| Daily calorie supply per capita, 1997 3/ | 2 496 | Merchandise exports 2000 1/ | 42 358 |
| Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2000 1/ | 46 a/ | Merchandise imports 2000 1/ | 49 830 |
| Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2000 1/ | 47 a/ | Balance of merchandise trade | -7 472 |
| Health | | Current account balances (USD million) | |
| Health expenditure, total (as % of GDP) 2000 1/ | 5.4 a/ | before official transfers 1999 1/ | -16 337 |
| Physicians (per thousand people) 1999 1/ | n.a. | after official transfers 1999 1/ | -3 699 |
| Population without access to safe water (%) 1990-98 3/ | 19 | Foreign direct investment, net 1999 1/ | 2 155 |
| Population without access to health services (%) 1981-93 3/ | 25 | Government Finance | |
| Population without access to sanitation (%) 1990-98 3/ | 71 | Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 1999 1/ | -4.2 |
| Agriculture and Food | | Total expenditure (% of GDP) 1999 1/ | 15.2 |
| Food imports (% of merchandise imports) 1999 1/ | 9 a/ | Total external debt (USD million) 1999 1/ | 94 393 |
| Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1998 1/ | 1 040 | Present value of debt (as % of GNI) 1999 1/ | 16 |
| Food production index (1989-91=100) 2000 1/ | 126.2 | Total debt service (% of exports of goods and services) 1999 1/ | 15.0 |
| Cereal yield (kg per ha) 2000 1/ | 2 339 | Lending interest rate (%) 2000 1/ | 12.3 |
| Land Use | | Deposit interest rate (%) 2000 1/ | n.a. |
| Arable land as % of land area 1998 1/ | 54.3 | | |
| Forest area (km ² thousand) 2000 2/ | 641 | | |
| Forest area as % of total land area 2000 2/ | 21.6 | | |
| Irrigated land as % of cropland 1998 1/ | 34.8 | | |

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

PREVIOUS IFAD FINANCING

| Project Name | Initiating Institution | Cooperating Institution | Lending Terms | Board Approval | Loan Effectiveness | Current Closing Date | Loan Acronym | Currency | Approved Loan Amount | Disbursement (as % of approved amount) |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------|---------------|----------------|--------------------|----------------------|------------------|----------|----------------------|----------------------------------------|
| Bhima Command Area Development Project | IFAD | World Bank: IDA | HC | 18 Sep 79 | 14 Dec 79 | 31 Dec 85 | L - I - 23 - IN | SDR | 3 8500000 | 100% |
| Rajasthan Command Area Development and Settlement Project | IFAD | World Bank: IBRD | HC | 19 Dec 79 | 03 Mar 80 | 31 Dec 88 | L - I - 32 - IN | SDR | 4 2700000 | 100% |
| Sundarban Development Project | IFAD | World Bank: IDA | HC | 03 Dec 80 | 04 Feb 81 | 30 Jun 89 | L - I - 49 - IN | SDR | 1 3350000 | 100% |
| Madhya Pradesh Medium Irrigation Project | World Bank: IDA | World Bank: IDA | HC | 17 Dec 81 | 17 Sep 82 | 31 Mar 88 | L - I - 81 - IN | SDR | 2 1900000 | 100% |
| Second Uttar Pradesh Public Tubewells Project | World Bank: IDA | World Bank: IDA | HC | 21 Apr 83 | 06 Oct 83 | 31 Mar 91 | L - I - 124 - IN | SDR | 3 2000000 | 85.2% |
| Orissa Tribal Development Project | IFAD | UNOPS | HC | 03 Dec 87 | 27 May 88 | 31 Dec 97 | L - I - 214 - IN | SDR | 9 250000 | 99.9% |
| Tamil Nadu Women's Development Project | IFAD | UNOPS | HC | 26 Apr 89 | 26 Jan 90 | 31 Dec 98 | L - I - 240 - IN | SDR | 1 3150000 | 98.3% |
| Andhra Pradesh Tribal Development Project | IFAD | UNOPS | HC | 04 Apr 91 | 27 Aug 91 | 31 Mar 99 | L - I - 282 - IN | SDR | 1 4050000 | 92.2% |
| Maharashtra Rural Credit Project | IFAD | UNOPS | HC | 06 Apr 93 | 06 Jan 94 | 30 Sep 02 | L - I - 325 - IN | SDR | 2 1250000 | 80.9% |
| Andhra Pradesh Participatory Tribal Development Project | IFAD | UNOPS | HC | 19 Apr 94 | 18 Aug 94 | 31 Mar 03 | L - I - 349 - IN | SDR | 1 8950000 | 63.4% |
| Mewat Area Development Project | IFAD | UNOPS | HC | 12 Apr 95 | 07 Jul 95 | 31 Dec 03 | L - I - 379 - IN | SDR | 9 650000 | 47.5% |
| Rural Women's Development and Empowerment Project | IFAD | World Bank: IDA | HC | 05 Dec 96 | 19 May 99 | 31 Dec 04 | L - I - 439 - IN | SDR | 1 3300000 | 12.5% |
| North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas | IFAD | UNOPS | HC | 29 Apr 97 | 23 Feb 99 | 31 Dec 04 | L - I - 444 - IN | SDR | 1 6550000 | 07.4% |
| Jharkhand-Chattisgarh Tribal Development Programme | IFAD | IFAD | HC | 29 Apr 99 | 21 Jun 01 | 31 Dec 09 | L - I - 506 - IN | SDR | 1 6950000 | 04.6% |
| National Microfinance Support Programme | IFAD | UNOPS | HC | 04 May 00 | | | L - I - 538 - IN | SDR | 1 6350000 | |
| Livelihood Security Project for Earthquake-Affected Rural Households in Gujarat | IFAD | UNOPS | HC | 12 Sep 01 | | | L - I - 568 - IN | SDR | 1 1650000 | |

Note: HC = highly concessional





SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROGRAMME

1. The programme will aim at empowering the tribal people and enabling them to enhance their food security, increase their incomes and improve the overall quality of their lives. It will seek to achieve these objectives through more efficient natural resource management, based on the principles of improved watershed management and more productive and environmentally sound agricultural practices, and through off-farm/non-farm enterprise development. Towards this end, the programme will adopt a flexible, non-prescriptive, process-oriented approach to enable stakeholders to determine the scope of programme activities, their timing, pace and sequencing. Within this framework, it will support activities related to: capacity-building for empowerment; livelihood enhancement; support for policy initiatives; development initiatives fund; programme management; and food handling.

A. Capacity-Building for Empowerment

2. The main objectives of this component are to: (i) create effective mechanisms for fostering real community-level decision-making as a means of enhancing community ownership and hence the sustainability of development initiatives; (ii) strengthen the capabilities of communities and special interest groups so that they can handle the launching and management of their own development and even assist other communities in doing the same; and (iii) strengthen the capabilities of the support agencies, both government and non governmental, responsible for assisting the communities in their development efforts.

3. At the **community level**, capacity-building activities will focus on: (i) awareness-raising on tribal rights, gender and equity issues, improved natural resource management, identification and planning of local development actions, and so forth, through sensitization, training and exposure visits; (ii) effective community/group involvement in participatory micro-planning exercises, through which they can identify and analyse their own opportunities and resource constraints, determine their own priorities and formulate their own development proposals for actions, at both household and community levels, as inputs to the *Palli Sabha* resource management plan (RMP); (iii) development of the management capacity of existing and new community-based institutions; and (iv) development of the technical skills of village volunteers to act as village-level resource persons.

4. The above thrust will be supported by a number of facilitating non-governmental organizations (NGOs) working in close collaboration with the relevant government staff and responsible for mobilizing the populations in the selected micro-watersheds and providing assistance for strengthening appropriate local institutions (e.g. self-help groups (SHGs) of women and other disadvantaged categories), other groups created for specific purposes, and village-wide committees and sub-committees. Locally recruited village animators, engaged and supervised by the facilitating NGOs, and working in close collaboration with the locally posted government staff, will assist the communities and groups during the participatory micro-planning and implementation processes. Communities and groups will receive awareness-building and managerial training through orientation training in legal literacy, action planning and implementation, and leadership and management through participatory training programmes supplemented by exchange visits and study tours. Training in the technical skills will be provided to community members willing to work as village volunteers.

5. **Capacity-building of support agencies** will involve upgrading the skills of both government and NGO staff to enable them to work more effectively with the communities in the context of a genuinely participatory and demand-driven approach. Their training will focus on participatory processes and on upgrading of the technical skills related to the various aspects of natural resource management. It will include exposure visits to other government and NGO projects offering insights into best practices. Gender sensitization will be an integral part of all training courses. An initial training needs and strengths assessment (TNSA) will be undertaken for all programme partners to identify their strengths



and weaknesses. In addition, training will be provided to all programme partners in the principles and tools of conflict management, and a resource NGO/institute will be trained to provide this training to facilitating NGO and other implementing agencies.

B. Livelihood Enhancement

6. This component will comprise: (i) land and water management; (ii) participatory forest management; (iii) production systems enhancement; and (iv) community infrastructure sub-components. The programme will establish a land and water management fund, which will finance watershed development works selected by the communities with the guidance of technical experts. The programme will adopt a holistic approach to micro-watershed development with both engineering and agricultural experts engaging with the community at the outset. Similarly, it will establish a flexible participatory forest management fund to finance the micro-plans comprising a mix of natural and artificial regeneration, with NTFPs and other species selected by the community. The work will include coppicing and cleaning for natural regeneration and soil and moisture conservation works and gap-filling/enrichment planting according to local needs. The programme will also fund the establishment costs and training of participatory forest management (PFM) committees, formation of micro-plans, demarcation of areas, establishment of nurseries, action research and studies, the regeneration of NTFPs, and support to NTFP marketing and processing.

7. The production systems enhancement sub-component comprises three main activities: (i) agricultural and horticultural development; (ii) livestock and aquaculture development; and (iii) rural financial services. Under *agricultural/horticultural development* activities, improvements in agricultural productivity will be promoted through training and demonstrations in improved cultural practices, improved varieties, changes in cropping sequences and rotation, and through conversion of shifting cultivation (*podu*) to settled cultivation on podu sites through mixed tree and annual crops. The demonstrations will be the focus of farmer training and for dissemination of information through field days and farmers' meetings. Village agricultural volunteers (VAVs) will be trained as village-level resource persons and will assist in supervising demonstrations. The programme will provide funds for adaptive on-farm research in response to farmers' needs and for value addition in agriculture, marketing and other support services. Provision has also been made for local technical assistance and enhanced mobility. The programme's *livestock production* activity will address mainly animal health constraints. Community members will be trained as livestock link workers (LLWs) responsible for vaccinations, and simple diagnosis and treatment. Reliability of the existing cold chain will be improved and a veterinary drugs fund created to finance starter kits of vaccines and medicines. The focus will mainly be on small stock and fish farming.

8. For enhancing the *rural financial services*, the programme will support the promotion and capacity-building of existing/new self-help groups (SHGs). Members' own savings will be supplemented by an equity capital contribution to augment their capital base and increase their leverage for obtaining additional capital through establishing linkages with the formal financial institutions or with NGOs. To cover any possible gaps, the programme will create a small corpus of funds at the ITDA level to provide loans to the facilitating NGOs, who will in turn on-lend to SHGs. The programme will also provide entrepreneurial and skills training and support facilities for beneficiaries, particularly those engaged in non-farm activities. It will also promote awareness-raising among bankers of issues affecting tribal communities.

9. The programme will establish a flexible *community infrastructure fund* (CIF), mainly to fill the critical gaps in the provision of key infrastructure for small and remote communities, which may still not be covered in the near future under other rural infrastructure programmes. Access to the CIF will be through a demand-driven approach. Infrastructure eligible for financing will include drinking water supply, village road upgrading, storage facilities (food banks, PDS supplies, NTFP/agricultural



products), worksheds for community/user groups of non-farm activities, economic infrastructure (e.g. mills and expellers managed by SHGs or the community, and community buildings).

C. Support for Policy Initiatives

10. The government of Orissa has already taken important steps to address some of the key policy issues, particularly in relation to access to land and forest products. The programme will support the operationalization of these initiatives by: (i) providing a legal defence fund to assist tribals and NGOs in pursuit of land alienation/restoration cases; (ii) supporting operational costs involved in establishing mobile squads for detection of cases and enforcement of land restoration and to facilitate adequate capacity for court proceedings; and (iii) funding the survey of land between 10° and 30° slope and addressing the issue of permanent titles to tribal households. The programme will also provide funding for studies on key policy issues in order to facilitate the formulation of improved strategies (Appendix V). In addition, it will establish a flexible policy support fund to fill critical gaps in such areas as improving access to existing schemes for ensuring food security.

D. Development Initiatives Fund

11. The programme makes provision for a development initiatives fund (DIF) to provide the flexibility to move additional funds to areas of demand as expressed by communities through a participatory planning process and to those components where good results have been achieved. It will also permit the implementation of other relevant activities that may become feasible and attractive in the course of programme implementation.

E. Programme Management

12. Support for programme management will include provision for staff salaries, office equipment and furniture, vehicles and motorcycles, and administrative expenses for the programme support unit at the state level and the ITDAs. All staff involved in programme implementation will receive training, as appropriate, including national and international study tours. Orientation and annual review workshops will be held at the state and district level and stakeholder workshops will be held at the district level on a periodic basis. The programme will also finance the setting-up of a monitoring and evaluation (M&E) system designed by a specialist agency. In addition, it will contract a specialist agency for impact assessment including design and implementation of the baseline data collection and ongoing evaluation of delivery performance. It will also involve process documentation, application of other knowledge management processes (including development of appropriate communications methodologies) taking account of local languages and folklore. Moreover, the programme will support documentation of indigenous knowledge. Provision is made for local technical assistance for development and monitoring of the programme's gender strategy, review of the policy initiatives and for the monitoring of watershed development activities.

F. Food Handling

13. This component will cover the cost of transport, storage and distribution of WFP food assistance and the monitoring of its use.

LOGICAL FRAMEWORK

| Objective | Indicator | Means of Verification | Assumptions about Risks |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Goal | | | |
| Quality of life of poor tribal households in remote areas sustainably improved | <ul style="list-style-type: none"> Increased employment opportunities and incomes, and reduced outmigration for work resulting from a diversified economy. Health and educational indicators – infant mortality rate (IMR), maternal mortality rate (MMR), literacy, school completion rates – on par with state averages. Tribal women, men and children enjoy civil and political rights and access to justice on a par with other communities in the State. | | Goal to super-goal assumptions: <ul style="list-style-type: none"> Not needed. |
| Purpose | | | |
| Livelihoods and food security of 75 000 poor tribal households sustainably improved | <ul style="list-style-type: none"> Equitable increase of at least 50% in incomes of poor tribal households. At least 50% of participating below-poverty-level households move above the poverty line. Decrease from 8 to 4% in levels of severe malnutrition by end of programme (EOP) among children (0-36 months) in programme villages All tribal households enjoy access to safe drinking water. | <ul style="list-style-type: none"> EOP impact assessment study by independent consultants. EOP impact assessment study by independent consultants. EOP impact assessment study by independent consultants. EOP impact assessment study by independent consultants. | Purpose to Goal assumptions: <ul style="list-style-type: none"> No major adverse events that impact on tribal households' quality of life (e.g. no major natural disasters, no significant economic downturns, no serious deterioration in law and order situation). Government agencies, NGOs and private sector willing and able to implement other programmes that improve the quality of life of poor tribal communities. |
| Outputs | | | |
| 1. Capacity of poor tribal women and men to manage their own development sustainably enhanced. | <ul style="list-style-type: none"> 80 SHGs formed/strengthened by end of programme month (PM) 18 and another 700 by end PY 4, of which 75% are well managed, self-reliant and autonomous based on the active participation of all members, within five years. 80 user groups/subcommittees formed by end PM 18 and 800 by end PY 4, 60% of which effectively use and maintain assets. 30 village development committees (VDCs) formed by end PM 18, and 250 by end PY 4, all of which hold regular meetings and formulate participatory micro-plans for watershed development. Women participate effectively in the management of community institutions (SHGs, user groups, VDCs) Technical skills and capacity of individual tribal women and men enhanced. | <ul style="list-style-type: none"> Records kept by the groups Regular documents/reports available for verification at PSU, ITDAs, NGOs, VDCs Meeting registers and records at various levels in the programme Annual assessments of PSU monitoring unit based on surveys conducted by specialist agency Studies and assessment reports within and outside of the programme | Output to purpose assumptions: <ul style="list-style-type: none"> No major adverse events that impact on tribal households' food security or livelihoods (e.g. no major natural disasters, no significant economic downturns, no serious deterioration in law and order situation). Vested interests insufficiently powerful or organized to derail the programme. Other government agencies and officials willing and able to cooperate with the programme. Low turnover of key government staff working on the programme. Continued political will to address the needs of poor tribal communities. |
| 2. Access of poor tribal people to land, water and forests enhanced and productivity increased in environmentally sustainable and socially | <ul style="list-style-type: none"> Ownership of agricultural land by poor tribal households increases from X ha to Y ha by EOP (to be determined based on village profiles) Agricultural productivity/ha sustainably increased at least 50% by EOP. Net incomes from NTFP sustainably increased by at least 50% by EOP New technologies build on tribal peoples' indigenous technical knowledge. | <ul style="list-style-type: none"> Regular progress reports Impact assessment reports | <ul style="list-style-type: none"> Other government programmes implement necessary complementary programmes (e.g. drinking water, sanitation, rural roads, rural electrification). |





| Objective | Indicator | Means of Verification | Assumptions about Risks |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| equitable ways. | <ul style="list-style-type: none"> Increases in incomes from natural resources shared equitably among all socio-economic groups. | | |
| 3. Off-farm enterprise development, focused on the needs of poor tribal households, encouraged and facilitated. | <ul style="list-style-type: none"> Off-farm employment and incomes of poor tribal households, including the vulnerable (landless, woman-headed households) increased by 50% by EOP. 20% of SHGs access institutional credit for off-farm enterprise development by end PY 3 and 40% by EOP. | <ul style="list-style-type: none"> Regular progress reports Interim impact assessment reports | |
| 4. Basic food entitlements of tribal households monitored and access to public food supplies ensured, as required. | <ul style="list-style-type: none"> All tribal households enjoy year-round food security (especially during the lean period from May to August) from PY 1. | <ul style="list-style-type: none"> Regular progress reports | |
| 5. Capacity of government agencies, PRIs and NGOs to work effectively for participatory poverty reduction with tribal communities sustainably enhanced. | <ul style="list-style-type: none"> Staff of involved agencies trained to work in a coordinated, participatory, gender-sensitive and technically sound way with communities. Staff of government agencies and NGOs participate in regular, well-attended and focused meetings of PRIs. Communities report improved access to and transparency in the management of government services | <ul style="list-style-type: none"> Ongoing evaluation reports Interim impact assessment reports | |
| 6. Laws and regulations governing control of and access to development resources by poor tribal households and communities effectively implemented | <ul style="list-style-type: none"> Tribals report significant reduction in the incidence of new land alienation Tribals report increase in actual ownership and management of their land At least 80% of land-alienation cases detected are being processed through the courts within one year by the end of PY 3 Land ultimately restored to the poor tribal households in over 10% of land-alienation cases processed. Over 15 000 ha of forest area under community management by EOP Indebtedness to moneylenders as a percentage of overall indebtedness declines Regulations to ensure enhanced incomes from NTFP effectively implemented by Government. | <ul style="list-style-type: none"> Regular progress reports Interim impact assessments Special impact studies | |
| 7. The legal and policy environment for tribal development reviewed and improvements recommended, as appropriate. | <ul style="list-style-type: none"> Improved legal and policy environment for pro-poor tribal development in Orissa state by PY 5 with further improvements by EOP. | <ul style="list-style-type: none"> Regular progress reports Special consultancy reports | |
| 8. Effective programme management systems in place. | <ul style="list-style-type: none"> Programme implemented on schedule, within budget and with full participation of communities. Quality progress reports produced on schedule and shared with key stakeholders, Detailed design of programme revised as necessary in light of participatory monitoring results. | <ul style="list-style-type: none"> Regular documents/reports available for verification at various levels of programme management | |

| Activities | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Output 1 Capacity to manage own development | Output 2 Access to and productivity of natural resources | Output 3 Enterprise development facilitated | Output 4 Basic food entitlements ensured |
| <p>1.1 SHGs formed with assistance of NGOs, <i>anganwadi</i> workers and rural volunteers; capacity of SHGs enhanced through training and exposure visits; SHGs monitored and links facilitated between SHGs and banks and other financial institutions.</p> <p>1.2 User groups organized by NGOs, government organizations and villagers; groups facilitated in obtaining finance; technical support facilitated; groups monitored and further support facilitated, as required.</p> <p>1.3 VDCs organized by villagers, with support of NGOs; microplanning facilitated by NGOs; links facilitated with ITDA and blocks; and financial audits undertaken by ITDAs.</p> <p>1.4 Gender-awareness training undertaken in SHGs, users' groups and VDCs, and active participation of women in decision-making of these organizations encouraged.</p> <p>1.5 Tribal women and men trained in appropriate technical skills.</p> | <p>2.1 Participatory planning activities undertaken by VDCs (see Activity 1.3) with support of NGOs to document existing natural resource management (NRM) practices (including indigenous technical knowledge (ITK)), identify land and forest resources and identify natural resource management options and priorities.</p> <p>2.2 Land and water management improvements implemented through engineering and agronomic solutions to improve moisture availability.</p> <p>2.3 Search undertaken with regional and national research institutions and proven improved technologies (e.g. crop and fodder varieties, animal husbandry practices) evaluated through participatory trials; farmer-preferred appropriate technologies promoted widely to poor tribal farmers throughout the programme area through demonstrations; adaptive/action research undertaken to address problems raised by farmers through on-farm participatory trials and successful technologies made available to poor tribal farmers.</p> <p>2.4 Degraded forest areas regenerated under community management.</p> <p>2.5 Selected women and men farmers trained in the use of new technologies so as to act as volunteer extension workers in disseminating the technologies to other poor tribal farmers.</p> <p>2.6 Access of poor tribal farmers to land, forest and other resources enhanced (see Output 6).</p> <p>2.7 Credit to facilitate the uptake of improved technology accessed through SHG linkage with banks or with NGOs acting as microfinance intermediaries.</p> <p>2.8 Community infrastructure improvements enhance market access and release women's time for greater participation in economic activities.</p> | <p>3.1 Participatory planning activities undertaken by VDCs (see Activity 1.3) to document existing enterprises; identify vulnerable households for priority enterprise development support; and identify potential activities that these households and other potential tribal entrepreneurs could pursue.</p> <p>3.2 Feasibility and marketing studies for potential activities undertaken, as required and used in the design of specific enterprise development schemes.</p> <p>3.3 Individuals and SHGs supported in starting enterprises (e.g. access to institutional finance facilitated; workshops and storage facilities financed through community infrastructure; training provided; market access and links to government and private-sector organizations facilitated).</p> | <p>4.1 Food banks established and made operational in all programme villages.</p> <p>4.2 Food aid provided to vulnerable households and groups, especially in lean months, as part-payment for labour participating in land/water/forest management works.</p> <p>4.3 Access of vulnerable households to government food programmes (e.g. public distribution systems (PDSs) – different schemes; integrated child development scheme (ICDS); food for work (FFW); mid-day meal programme) encouraged and facilitated.</p> <p>4.4 Nutritional awareness programme run for poor tribal communities focusing, in part, on the value of forest foods (e.g. tubers and fruits) and food crops.</p> |

8





| Output 5 Govt-PRI-NGO coordination | Output 6 Laws and regulations implemented | Output 7 Legal and policy environment reviewed | Output 8 Effective management systems |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>5.1 Government staff with aptitude for work in tribal areas appointed, trained in participatory development in tribal communities, given appropriate incentives and posted.</p> <p>5.2 Partner NGOs with a proven track record of working in tribal areas identified and involved in the detailed planning and implementation of the programme.</p> <p>5.3 Team-building workshops and other activities (e.g. joint exposure visits and training) of governmental and NGO staff and PRI representatives organized to encourage effective joint working.</p> <p>5.4 Government and NGO staff participate in all key PRI meetings and work together to facilitate PRI needs and priorities.</p> | <p>6.1 Tribal women and men made aware of their rights and of existing laws and programmes using traditional and other media.</p> <p>6.2 Operation of current laws and regulations reviewed with active participation of tribal communities, and priority targets for implementation agreed.</p> <p>6.3 Special land restoration cells set up at district level and special revenue courts established.</p> <p>6.4 Survey of hill slopes <30° implemented in programme villages and permanent land titles issued to tribal households.</p> <p>6.5 Campaigns to ensure effective implementation of key laws and regulations planned and implemented.</p> <p>6.6 Effectiveness of campaigns evaluated with tribal communities and further campaigns planned and implemented.</p> | <p>7.1 Overview of the effectiveness of laws and policies influencing tribal development undertaken.</p> <p>7.2 Policy studies undertaken to guide elaboration of improved policies.</p> <p>7.3 Recommendations made on key changes in laws and policies and/or ways of effectively implementing laws and policies, as required throughout the programme.</p> <p>7.4 Government supported in amending or framing new laws, policies and regulations, as appropriate.</p> <p>7.5 Operation of new laws and regulations reviewed and further changes recommended and facilitated, as appropriate.</p> | <p>8.1 PSU at the state level established, staffed and equipped, and operational by end PM 6</p> <p>8.2 ITDAs restructured, strengthened and empowered and authorized as nodal agencies for the programme, and staffed and equipped, by end PM 6.</p> <p>8.3 Monitoring unit in PSU and ITDAs established and operational by end PM 6 and produces quality six-monthly progress reports on time, based on active participation of communities.</p> <p>8.4 PSU and ITDAs are vested with adequate sanctioning powers and operational flexibility to ensure smooth flow of funds to the programme.</p> <p>8.5 IFAD/DFID/WFP/government of Orissa review missions facilitated.</p> <p>8.6 Consultancy studies, including an EOP Impact Assessment, commissioned and supervised.</p> |

NOTE : Activity indicators, means of verification and activity-to-output assumptions will be agreed at the programme inception workshop

MAJOR POLICY ISSUES AND TIMETABLE FOR ACTION

| Policy Issues | Required Action by Government of Orissa | Milestones | | |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | By End of Inception (PY 2) | By End of Phase I (PY 3) | By End of Phase II (PY 7) |
| A. LAND ISSUES Land alienation and restoration | <ul style="list-style-type: none"> • Mobilizing of mobile squads for detection of cases and enforcement of land restoration • Establishment of additional courts for processing land-alienation cases • Establishment of legal fund for aid to tribals and NGOs | <ul style="list-style-type: none"> • Enactment of Amendment to Orissa (Scheduled Areas) Transfer of Immovable Property (by Scheduled Tribes) Regulation • Campaigns for detection of land-alienation cases underway in programme blocks and cases presented to courts for settlement • Formal establishment of legal aid fund and development of administrative rules | <ul style="list-style-type: none"> • Review of procedures undertaken by government of Orissa and formulation of strategy to facilitate quick disposal of cases • Further detection and presentation of cases for programme blocks • Review of nature and extent of use and adequacy of operational modalities | <ul style="list-style-type: none"> • Further detection and presentation of cases for programme blocks |
| Conferment of ownership rights to hill slopes (<30°) | <ul style="list-style-type: none"> • Survey of land between 10° and 30° and issue of permanent titles to tribals | <ul style="list-style-type: none"> • Survey underway in identified programme villages | <ul style="list-style-type: none"> • Survey completed and permanent <i>pattas</i> (usufruct rights) issued in programme villages | <ul style="list-style-type: none"> • Survey completed and permanent <i>pattas</i> issued in remaining programme villages |
| Transparency and access to land records | <ul style="list-style-type: none"> • Computerization of land records • Publicity on public access to land records | <ul style="list-style-type: none"> • Review of progress made by government of Orissa in enacting Government of India instructions to publicize and make land records available to public | | |
| Tenancy reform | <ul style="list-style-type: none"> • Studies on tenancy issues • Enactment of tenancy legislation | | <ul style="list-style-type: none"> • Study completed and strategy formulated concerning tenancy reform | |



| Policy Issues | Required Action by Government of Orissa | Milestones | | |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| | | By End of Inception (PY 2) | By End of Phase I (PY 3) | By End of Phase II (PY 7) |
| Displacement of tribals | <ul style="list-style-type: none"> Government of Orissa to develop comprehensive rehabilitation and resettlement policy providing adequate compensation to displaced tribals and to amend legislation accordingly | | <ul style="list-style-type: none"> Government of Orissa reviewed policy and issued updated guidelines on rehabilitation norms for displaced tribals and amended the Land Acquisition Act | |
| B. FOREST ISSUES Non-timber forest products (NTFPs) | <ul style="list-style-type: none"> Amend acts and regulations relating to liberalizing trade in NTFPs | | <ul style="list-style-type: none"> Review of amendments and their impact and set possible timetable for enactment of legislation | |
| Access to green bamboo | <ul style="list-style-type: none"> Amend regulations to liberalize access to green bamboo for tribal artisans | | <ul style="list-style-type: none"> Study of all bamboo-related issues completed and formulation of future strategy | |
| Kendu leaf | <ul style="list-style-type: none"> Increase collection prices, give collectors' cooperatives greater role in trading and improve welfare of collectors | <ul style="list-style-type: none"> Government of Orissa to establish a committee to study welfare aspects of KL trade and develop measures to maximize benefits to collectors | | |
| Participatory forest management | <ul style="list-style-type: none"> Amend joint forest management (JFM) regulations to provide for greater involvement of community in decision-making and coverage of all types of forests | <ul style="list-style-type: none"> Issue of modifications to JFM legislation | <ul style="list-style-type: none"> Review of issues involved | |
| Regularization of forest habitations | <ul style="list-style-type: none"> Joint survey of villages to record cases of forest habitations prior to 1980 and submission of cases to the Government for regularization | <ul style="list-style-type: none"> Investigation completed and submission of proposals to the Government for all programme area blocks (districts) | | |



TRIGGERS FOR FURTHER RELEASE OF FUNDS UNDER IFAD'S FLEXIBLE LENDING MECHANISM (FLM)

1. The programme will fall under IFAD's flexible lending mechanism (FLM) and provides for two reviews of progress in PY 3 and PY 7, which will trigger authorization of further draw-downs from IFAD loan funds.

Phase II (PY 4-7)

2. The triggers for Phase II will relate to the following indicators:

- the PSU and the ITDAs have adequate and capable staff in place and have developed efficient and effective management systems including a rigorous management information system (MIS) and concurrent evaluation systems; they have demonstrated stability in staffing and adequate managerial capacity;
- the VDCs have representatives from the marginalized groups within the communities and these representatives are actively involved in decision-making; the VDCs have demonstrated their ability to manage the planning and implementation of the development activities, including sound financial management of village funds allocated for development activities;
- the SHGs/VDCs/technical sub-committees are meeting regularly to conduct their business;
- the VDCs are able to mobilize the voluntary labour contributions as required for the watershed development works; they are willing and able to commit themselves to shouldering responsibility for maintaining all assets created or rehabilitated with programme assistance;
- the facilitating NGOs have demonstrated their ability to establish and manage effective multidisciplinary watershed development teams and are able to provide adequate technical support to the communities;
- good working relationships have been established among NGOs, relevant line departments, programme management and community institutions;
- significant progress has been made with respect to the milestones for addressing policy issues.

Phase III (PY 8-10)

3. The triggers for Phase III will relate to the following indicators of emerging sustainability in the initial villages:

- VDCs and other community institutions in Phase I villages remain active and have independently taken up new development initiatives;
- communities have mobilized their own resources to support new development initiatives;
- Village volunteers are continuing to provide services to the communities in Phase I villages;
- Phase I villages have developed effective linkages with service providers (extension, research, etc.) and are accessing resources from other government programmes and/or financial institutions for the furtherance of their development;
- rural infrastructure established under Phase I is being effectively maintained;
- policy initiatives taken are delivering dividends to the tribal communities.



COORDINATION, MANAGEMENT AND MONITORING AND EVALUATION

A. Programme Management at the Village Level

1. At the community level, the *palli sabha* at the natural village level will generally be the basic unit for planning, implementing and monitoring programme activities, but villages wishing to work together at the micro-watershed level to form a single watershed development committee may do so provided that the facilitating NGO feels that adequate social cohesion exists among the villages. Community mobilization will focus initially on the establishment/strengthening of SHGs/user groups, particularly among the marginalized groups and smaller specialized committees, in order to raise awareness, build confidence and develop leadership and managerial capacity prior to the formation of a village development committee (VDC) to plan and manage implementation of a *palli sabha* resource management plan (RMPs). The VDC will be required to sign a memorandum of understanding (MOU) with the ITDA acknowledging its acceptance of the key underlying principles of the programme. In some watersheds, there may be a need for cross-community committees to manage shared resources or collective activities, e.g. a common forest, NTFP marketing, etc. Once VDCs have become mature, the contracting of the NGOs through the VDCs will be considered in order to ensure accountability.

2. A team of village volunteers in a broad range of disciplines will be selected by the *palli sabha* to provide technical services to community members and to interface with the support agencies (NGOs, line departments, etc.). The ITDA will transfer funds, in tranches, to the separate VDCs within the micro-watershed for implementation of the programme activities. The chairman, secretary and treasurer will be signatories for the VDC account, and the NGO will certify the VDC expenditure statements. The ITDA accountant and independent auditors, contracted by the ITDA, will make regular checks of the VDC accounts and expenditure.

3. The *palli sabha* RMPs formulated on the basis of community priorities identified and analysed during participatory planning exercises will underpin the overall programme design. The RMPs will be dynamic tools that communities can modify and adjust as new aspirations and opportunities arise. To ensure that these changing opportunities are effectively captured, the programme will establish a dynamic planning and implementation process. Key tools of the process will be the logical framework and the annual work plan and budget (AWP/B). The annual planning cycle will be:

- (a) **Planning.** The AWP/B will lay down the activities, targets, outputs and inputs in line with the objectives outlined in the logical framework. The activities will be those indicated in the *palli sabha* RMPs developed by the communities under the participatory planning process.
- (b) **Monitoring** will be impact-oriented in order to capture, on an ongoing basis, the efficacy and continuing relevance of programme activities. Mechanisms will be geared to early detection of positive and negative signals.
- (c) **Feedback and reality checks.** A series of workshops at community, district and inter-district levels will allow all stakeholders to evaluate the ability of the overall programme design to continue to reflect community needs, assess implementation performance and also provide opportunities for disseminating best practices.
- (d) **Fine-tuning of programme design** will be undertaken on the basis of information from the previous stages and may involve modifications of the logical framework to adopt it to changing circumstances.



B. Implementation Arrangements and Responsibilities

4. **Village-level planning procedures.** Natural villages within the micro-watersheds will be the basic units for the physical planning of programme-supported interventions. Village-level participatory rural appraisal (PRA) diagnostic exercises will assist the village to analyse its human and physical resource base, identify development constraints and draw up its *palli sabha* RMP for the development of village resources. The investigative process will stress gender concerns. The planning processes will not start until the second year after the village's induction into the programme, i.e. after an initial period of work with SHGs and smaller interest groups belonging to the marginalized categories. The *palli sabha* RMP will comprise a list of priority actions at community, group and household levels. It will allocate responsibilities for implementing or supporting the activities to individuals or groups within the community and to external agencies. The RMP will be a flexible framework that can be modified as needed in the light of experience and periodic participatory reviews and to fulfil new aspirations and opportunities.

5. **Land and water management.** Through the above process, the community will identify, plan and execute all land and water management works. Village volunteers will be trained as master trainers (MTs) to guide and supervise the works under the guidance of the watershed development team (WDT). For works on private land, the MT will train community members in the correct implementation of the specific works, mark out the alignment of the structures on the farmer's land, measure the work completed on a fortnightly basis and submit the information to the VDC for facilitating payment to the farmer. WDT technical staff will regularly inspect on-farm works to ensure quality. For works on public land, the watershed development sub-committee (WDSC) of the VDC will select community members to undertake the work, giving priority to the landless, and appoint a leader for the work group.

6. **Participatory forest management.** PFM activities will be implemented by user groups, preferably comprising the entire community, who will form a PFM sub-committee (PFMSC) of the VDC to undertake micro-planning and forest treatment works. Existing *Vana Samrakshana Samithi* (VSS) (forest protection committee) formed by the Forest Department will be transformed into the PFMSC. The Forest Department will provide guidance to the community on the various technical options feasible. The *palli sabha*, with the guidance of the PFMSC, will develop its own mechanisms for benefit-sharing. The VDC will select members of the PFMSC to receive training and subsequently provide guidance for implementation of the forest treatment works. The forest micro-plan will be costed by the PFMSC and incorporated into the PSRMP. The PFMSC will be responsible for arranging the voluntary labour contributions from the community and organizing the paid labour, which should primarily be drawn from landless households. The facilitating NGO and forest staff in the WDT will be responsible for providing ongoing guidance and supervision to the PFMSC. The NGO will also be responsible for mobilizing SHG/user groups for NTFP processing/trading, arranging training, and facilitating the linkage with financial and trading institutions.

7. **Agriculture/horticulture.** Planning of agricultural development activities will be an integral part of the micro-watershed planning to ensure that agronomic solutions to problems are considered alongside engineering solutions. The WDT will provide the necessary guidance to the communities. The implementation of the extension activities (e.g. demonstrations) will be the responsibility of the VDC and its subcommittees, which will prioritize their interests, select demonstration farmers and select community members to be trained as village agricultural volunteers (VAVs), under the overall guidance of the WDT experts. The VAVs will supervise the demonstrations, guided by the WDT, and organize field days for wider dissemination of information to the community. The WDT will arrange farmer training.

8. **Livestock/aquaculture.** Support for livestock and aquaculture development will be provided through establishing linkages with the Animal Husbandry Department (AHD) and the Fish Farmers



Development Agency (FFDA). AHD will make available the services of one livestock inspector in each block. The VDC and facilitating NGO, in consultation with AHD and FFDA, will identify the support required by the communities through training, demonstrations, etc. The VDC will appoint a community member, approved by the *palli sabha*, to be trained as a livestock link worker.

9. **Rural financial services.** The facilitating NGOs will be responsible for strengthening/establishing SHGs (by providing training in credit management, accounts, etc.), monitoring groups and auditing their accounts. The SHGs will be fully responsible for setting savings and credit terms for group members. The NGO will liaise with the ITDA for the provision of the programme's equity contributions to the SHGs, and at the appropriate time, will assist the SHGs to link with banks or other microfinance institutions to access bulk loans. The ITDAs will organize regular SHG-bank workshops for sensitization of bank staff.

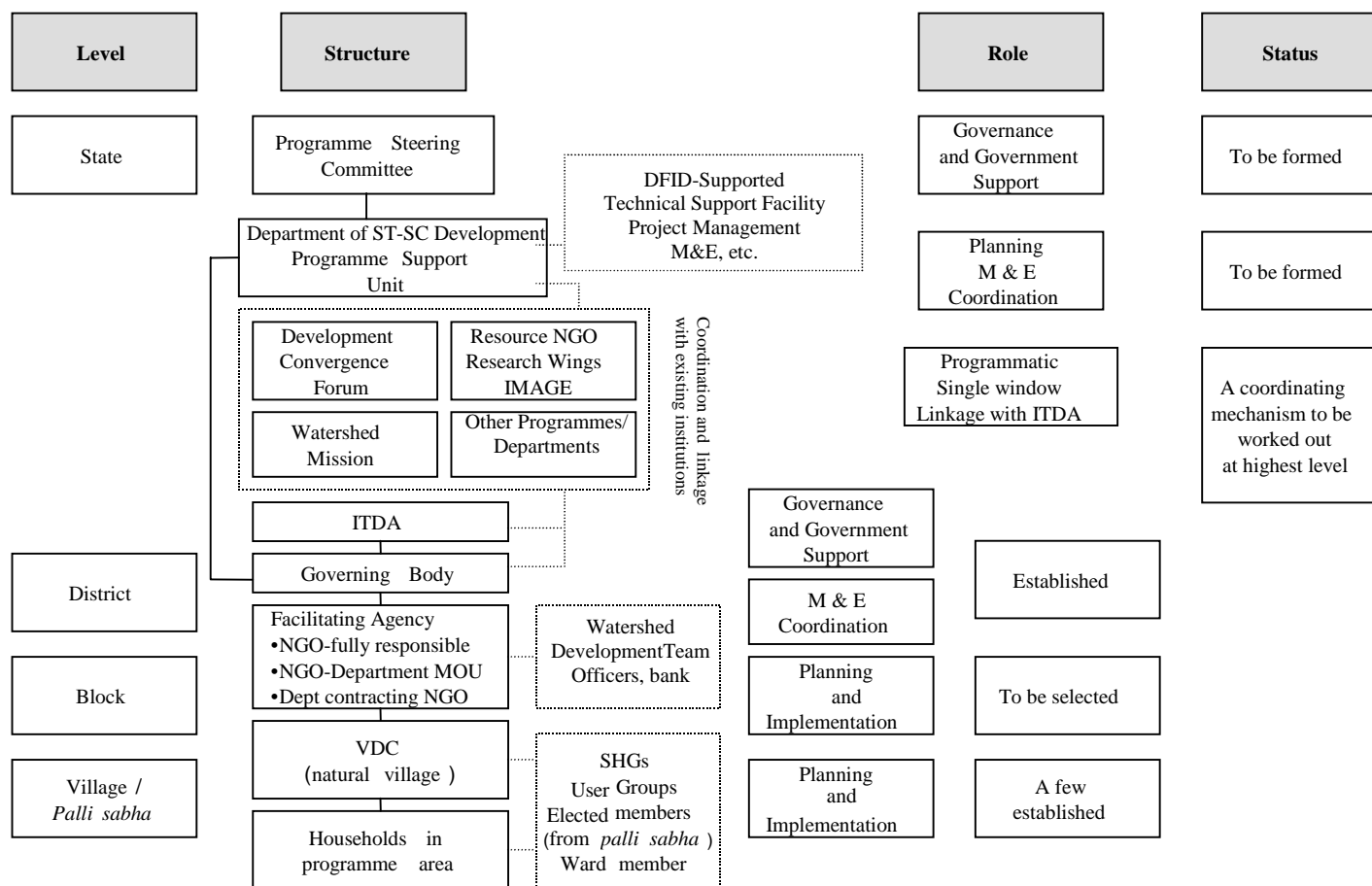
10. **Community infrastructure.** Requests for assistance for community infrastructure will arise from the micro-planning exercises and be integrated into the *palli sabha* RMP. Each ITDA will establish a selection committee to screen and prioritize requests. The VDC will form a subcommittee to oversee/organize implementation of the microprojects. Drinking water supply projects will be implemented by the Rural Water Supply and Sanitation Department, and upgrading of village roads will also mainly be implemented by contractors procured by the ITDA. Communities will be encouraged to form village work groups, which will negotiate subcontracts. For other types of projects, to the extent possible, the community or beneficiary SHG/user group will implement the works, engaging a works supervisor where necessary. The ITDA will be responsible for design, preparation of bills of quantity and final inspection. Communities will be fully responsible for the operation and maintenance of community infrastructure.

11. **Food handling.** WFP will use the Tribal Development Cooperative Corporation (TDCC) for handling its food assistance and arranging port clearance, transport and storage up to the district level. Thereafter, the ITDAs will be responsible for managing the distribution of food assistance to the community level, or TDCC could be contracted to distribute through its procurement centres. The VDCs will be responsible for distributing food at the village level and for maintaining records.

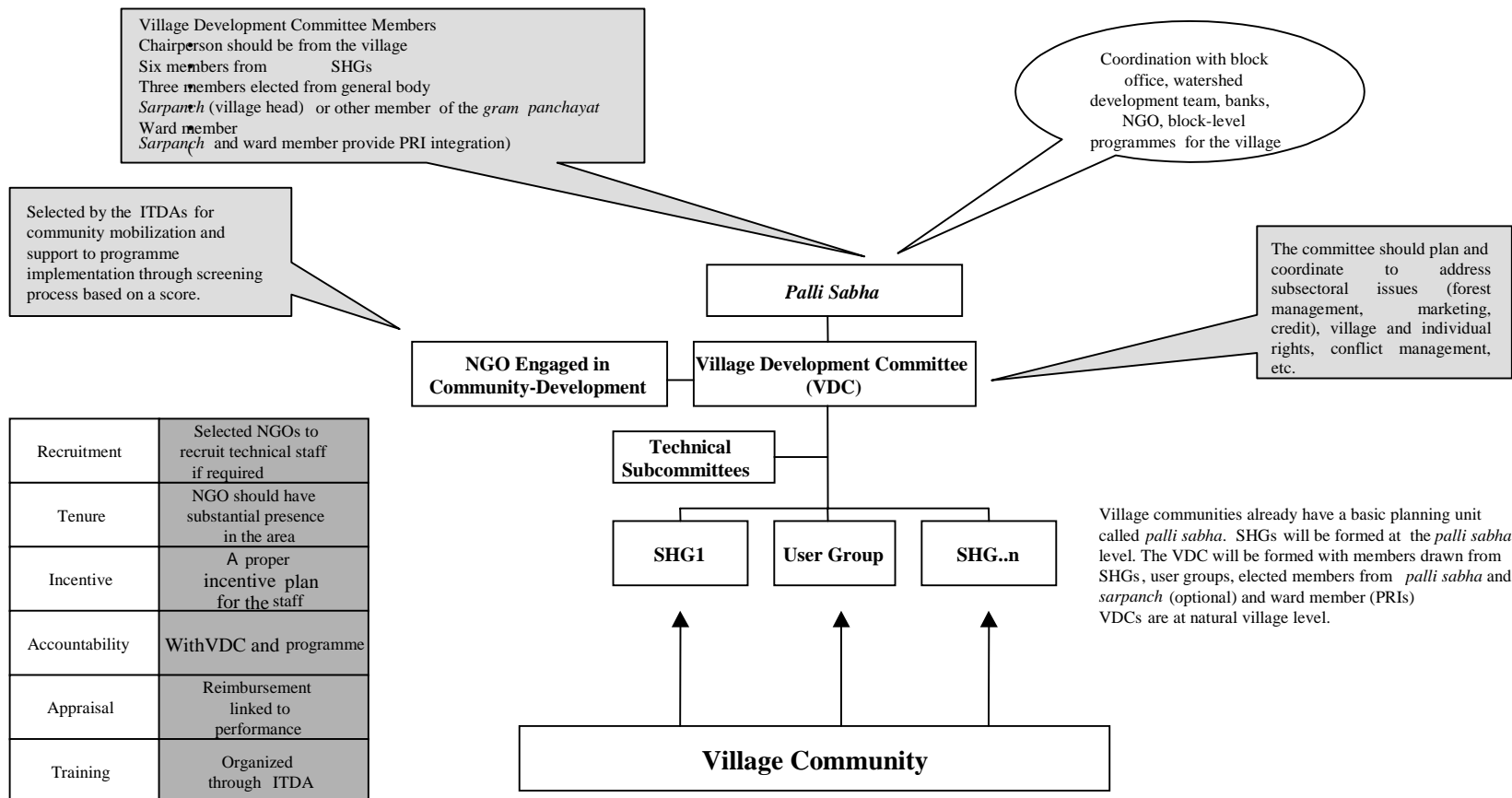
C. Monitoring and Evaluation

12. Monitoring of inputs and outputs will be undertaken, at six-monthly intervals, by the PSU and the ITDAs by comparing the rate of implementation with the objectives specified in the AWP/B. Key performance and impact indicators will be established for each component through a consultative process involving the communities at the outset of programme implementation. The PSU will engage a specialist M&E agency to design the MIS system and to develop impact evaluation tools. ITDA staff will be closely involved in preparing the AWP/B, and the facilitating NGOs will be responsible for monitoring the SHGs and VDCs. The NGOs and other service providers will prepare regular monitoring reports. Special systems will be put in place for monitoring and evaluating WFP's food assistance. Simple activity sequencing charts based on the *palli sabha* RMPs will be prepared to help the communities monitor their own progress, evaluate performance, identify implementation issues, etc. The facilitating NGOs will assist the communities in preparing village profiles as a source of baseline data. The specialist agency charged with the design of the M&E system will help to design a standard format to ensure consistency of collected data. The PSU will hire a qualified service provider to carry out periodic assessments and interim thematic/diagnostic studies. Similarly, anthropometric (nutrition) surveys will be undertaken at start-up to establish benchmarks for impact assessment, followed by two repeater surveys. For environmental monitoring, gauging stations will be installed in 25% of the micro-watersheds to monitor stream flow, soil loss, flood discharge, and so forth.

PROGRAMME MANAGEMENT STRUCTURE



COMMUNITY LEVEL STRUCTURE



| | |
|----------------|------------------------------------------------------|
| Recruitment | Selected NGOs to recruit technical staff if required |
| Tenure | NGO should have substantial presence in the area |
| Incentive | A proper incentive plan for the staff |
| Accountability | With VDC and programme |
| Appraisal | Reimbursement linked to performance |
| Training | Organized through ITDA |